

Les facteurs explicatifs du succès des partis régionalistes conservateurs en Europe occidentale.

Une étude comparée : Belgique – Italie (1980-2017)

Mémoire réalisé par
Mélissa Cornelis

Promoteur(s)
Benoit Rihoux

Année académique 2016-2017
Master 60 en Sciences Politiques, Orientation générale

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

CORNELIS Mélissa

Le 01/06/2017

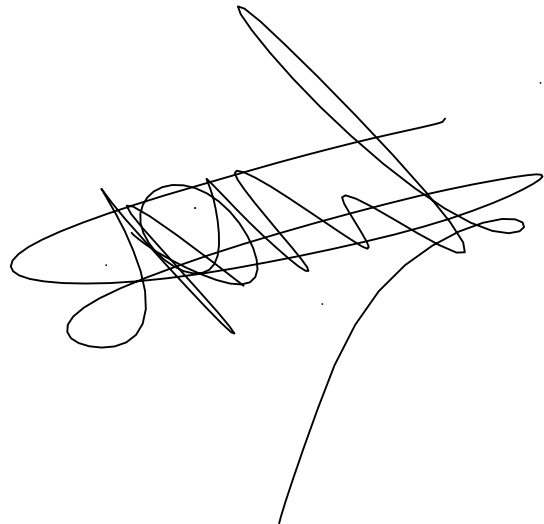
A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping stroke extending downwards and to the right.

Table des matières

1. Introduction	3
2. Définition du cadre conceptuel.....	5
2.1. Le régionalisme.....	5
2.2. Les partis conservateurs	8
2.3. Partis régionalistes, partis populistes ?.....	9
2.4. Délimitation géographique et chronologique.....	11
3. Problématisation : Question principale de recherche et hypothèses	13
4. Méthodologie.....	15
4.1. Recensement des principaux partis régionalistes d'Europe de l'Ouest.	15
4.2. Quantification du succès électoral des partis régionalistes conservateurs...	23
4.3. Etude de cas : Belgique- Italie, une comparaison MSSD	23
4.4. Analyse de données qualitatives : Entretien semi-directif	24
5. Hypothèses	25
5.1. Les effets de la globalisation impactent positivement les partis politiques prônant le repli identitaire.	25
5.2. La partitocratie favorise le développement de partis antisystème, et donc de partis régionalistes.	28
5.3. Une forte disparité économique entre deux régions d'un même pays favorise le développement d'un régionalisme conservateur.	32
5.4. Les partis régionalistes conservateurs doivent leur succès à la présence d'un leader charismatique.	36
6. Conclusion	38
7. Bibliographie	42
8. Annexes	46
8.1. Annexe 1	46
8.2. Annexe 2	59
8.3. Annexe 3	60
8.4. Annexe 4	61

1. Introduction

L'apparition et la mobilisation d'acteurs incarnés en autorités infranationales dans et autour des processus politiques des pays européens et de l'Union Européenne a considérablement augmenté depuis les années 1990. Le fait régionaliste, plus particulièrement en Europe occidentale, s'est développé dans différents pays tels que la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique ou l'Italie dans des configurations politiques et institutionnelles différentes, ainsi qu'à travers des discours axés sur la valorisation d'une identité régionale. De nombreuses études ont été menées sur les partis régionalistes dans le monde académique, notamment dans le domaine de la politique comparée. Mais l'étude rigoureuse de ces phénomènes a été mise à mal par une certaine fantaisie idéologique de voir se construire pour certains une « Europe des régions » (JEFFERY, 2007). L'expansion des mouvances régionalistes au sein des pays-membres de l'Union Européenne a, de fait, eu un impact notable sur la gouvernance européenne. Dans une logique inverse *top-down*, l'approfondissement du processus d'intégration européenne est corrélé avec l'augmentation des résultats électoraux des partis régionalistes et la fragmentation subnationale (JOLLY, 2015). Cependant, la diversité des modèles de gouvernance propres à chaque pays européen implique un devoir de prudence et de nuance dans l'étude des partis régionalistes. C'est la première ambition de ce travail de fin d'études.

Les cadres théoriques développés parallèlement au fait régionaliste dans le monde académique depuis la fin des années 1980 peuvent être distingués en trois courants : le courant ethno-territorial constructiviste, la gouvernance multi-niveaux et le néorégionalisme (PASQUIER, PERRON ; 2008). Le premier courant conserve l'approche par clivages en étudiant la réémergence du clivage centre-périphérie via le développement de mouvements autonomistes. La gouvernance multi-niveaux ensuite, accorde un rôle clé à la variable européenne dans la constitution d'une gouvernance multi-niveaux (HOOGHE, 1996 ; MARKS & HOOGHE, 2001). Enfin, dans les années 90, est apparu le courant néorégionaliste, défendant une approche globale du phénomène régionaliste prenant en compte des facteurs tels que la mondialisation économique ou le regain identitaire. (KEATING, 1998). L'apport de ce troisième courant réside principalement dans l'étude de la structure d'opportunité inédite pour

les mobilisations régionales en Europe de l'Ouest, indiquant la structuration d'un nouvel espace régional par des stratégies autonomes en Ecosse, en Catalogne ou encore en Bavière. (PASQUIER, PERRON ; 2008). Tout au long du présent travail, nous tenterons d'aborder chaque variable avec un regard pluriel, combinant les aspects pertinents de chaque école, même si certaines approches telles que la gouvernance multi-niveaux nous sont plus familières.

L'objectif principal de ce travail de recherche est de développer la thématique des partis régionalistes conservateurs d'Europe occidentale (désignés dans ce travail par l'abréviation *PRC*). L'emploi de ces qualificatifs successifs, désignant chacun une catégorie de partis pouvant être entendue différemment selon les usages de la science politique, sera justifié par une définition claire du sens donné à chaque terme au point suivant cette introduction. Le champ d'étude sera également précisé dans ce point.

L'objectif de la démarche hypothético-déductive sera de mettre en lumière les facteurs explicatifs du succès des partis régionalistes conservateurs en Europe occidentale. Ce dernier élément représente donc la variable dépendante de la recherche. Quatre hypothèses seront développées, partant du niveau systémique vers le niveau individuel : premièrement, il sera proposé que la globalisation, tant politique qu'économique, et sa perception négative par certains citoyens européens impacte positivement les partis politiques prônant le repli identitaire, ce qui est le cas des *PRC* étudiés ici. Deuxièmement, les régimes de type partitocratique seront envisagés comme favorisant le développement de partis antisystème, et donc de partis régionalistes. En troisième hypothèse, nous développerons le postulat qu'une forte disparité économique entre deux régions d'un même pays favorise le développement d'un régionalisme de type conservateur. Enfin, la présomption sera émise que les partis régionalistes conservateurs doivent leur succès à la présence d'un leader charismatique. Il est important de préciser que ces hypothèses ont été sélectionnées pour leur pertinence eu égard à la littérature existante, et leur intérêt épistémologique, mais qu'elles ne sont nullement exhaustives et ne sauraient à elles-seules fournir une réponse globale à la question de recherche.

La méthodologie de vérification des hypothèses se basera premièrement sur un recensement des partis régionalistes ouest européens, pour ensuite mener une recherche sur *l'Index of Electoral success* des partis régionalistes conservateurs issus de la précédente sélection. Nous verrons ensuite que deux pays sortent du lot en

termes de comparabilité et permettent d'appliquer une méthodologie MSSD, d'une part, pour leurs nombreuses similitudes en termes de *system design*, et d'autre part pour leur intéressante commune dissimilitude avec tous les autres modèles politiques ouest-européens (DESCHOUWER, DE WINTER, DELLA PORTA ; 1996). Cette comparaison méthodologique sera développée au point 4.3. Egalement, l'analyse sera enrichie par un entretien semi-directif dont le contenu qualitatif aura permis de venir compléter les résultats obtenus par la méthode précitée, apportant ainsi une compréhension et une précision bien plus grandes dans les informations recueillies, grâce notamment aux possibilités de relances et d'interactions avec l'un des auteurs de l'étude de cas susmentionnée.

Le choix de ce sujet se justifie en termes d'intérêt sociétal par les profondes modifications observées dans le paysage politique européen actuel, dont les tenants et aboutissants semblent à priori difficilement appréhendables de par leur proximité temporelle, mais peuvent néanmoins trouver de riches explications dans une analyse évolutive de la politique européenne contemporaine. La création de nouveaux partis politiques dotés d'une plus grande densité idéologique, valorisant le rôle du militant ou de l'adhérent (RIHOUX, 2004), tels que ceux qui nous intéressent dans ce travail, peut se comprendre comme une réaction face à l'évolution de fond des partis traditionnels qui ont, volontairement ou non, évolué vers une logique plus carriériste (cf. point 5).

2. Définition du cadre conceptuel

2.1 Le régionalisme

Les partis régionalistes, qu'il ne faut pas confondre avec les partis régionaux – si tous les partis régionalistes sont régionaux, la réciproque n'est pas vraie – constituent un objet d'étude politique et partisan source de confusion (SEILER, 2005). Le régionalisme renvoie à différents types de partis politiques aussi bien situés à gauche qu'à droite voire à l'extrême-droite de l'échiquier politique. Il se caractérise par une volonté pour des acteurs politiques d'imposer ou de renforcer le niveau régional comme niveau de représentation, d'administration et d'action dans un Etat donné. Le régionalisme soutient l'institutionnalisation de portions d'espace national et la

conception de politiques publiques à cet échelon. Contrairement à un parti régional, qui existe dans un échelon subnational pour diverses raisons institutionnelles (fédéralisation du pays, gouvernance multi-niveaux...) sans pour autant employer cette existence régionale comme source de revendications, un parti régionaliste exerce sa mobilisation autour, d'une part, *de la valorisation et la défense des particularités sociales et culturelles et l'identité des régions au sein d'un Etat* (PAASI, 2009 ; TETART, 2010), d'autre part, dans une acception plus politique, *de la volonté d'accorder une certaine autonomie politique ou économique à des institutions dites locales* (PASQUINI, 2003) voire à renforcer les compétences des autorités régionales.

Les partis régionalistes s'opposent au concept de partis unionistes, tels que l'Ulster Unionist Party (UUP), parti conservateur défendant le rattachement de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni.

Les partis régionalistes renvoient à des références idéologiques aussi différentes qu'inégales en termes d'affirmation identitaire. Si certains se positionnent depuis des décennies sur une lignée idéologique forte, d'autres ont vu leur positionnement évoluer en fonction de la structuration politique en présence. Certaines identités politiques se forment de manière centripète au système politique, tandis que d'autres relèvent d'identités centrifuges, localisées aux deux extrêmes du spectre politique gauche-droite (DELWIT, 2005). Des partis comme le Vlaams Belang, dans une certaine mesure la Ligue du Nord en Italie, Alsace d'abord en France ou, à l'autre extrémité, *Herri Batasuna* en Espagne ne peuvent être appréhendés dans le même cadre conceptuel que les partis régionalistes acceptant sans ambiguïté le cadre démocratique dans l'expression de leurs revendications. Ces derniers, forts d'une image tribunitienne qui leur est accolée, donnent l'expression à une conscience de non-participation au système lorsque les structures de celui-ci ne comportent pas d'institutions capable d'exercer cette fonction ou qu'elles ne remplissent qu'inadéquatement ce rôle (LAVAU). Les partis régionalistes ont ainsi de tout temps pu instrumentaliser les manifestations hostiles au système, se forgeant à travers celles-ci une image de partis révolutionnaires, capables d'apporter un renouveau politique, grâce à leur aspect innovant mais aussi et surtout grâce à leur force et leur représentativité pouvant effectivement entraver le statu quo. La crédibilité des partis régionalistes repose avant tout sur l'autorité qu'ils possèdent sur les groupes dont ils se prétendent être les porte-paroles. Ainsi, La Lega Nord se définit elle-même comme

un mouvement révolutionnaire cherchant à opérer un réel changement dans l'État italien. L'emploi du terme de mouvement plutôt que de parti souligne l'importance de la rhétorique de transformation radicale et de l'engagement pour la cause padane (GOMEZ REINO, 2004). Cette image de parti révolutionnaire est dans de nombreux cas erronée, tout comme la prétendue représentativité d'une collectivité exaltée. Au mieux sont-ils hors-système, accueillant dans la droite radicale des segments électoraux en recherche d'une représentativité perdue à travers les partis traditionnels (DELWIT, 2005). Mais souvent, ils sont aussi les porteurs d'un électorat issu d'une catégorie socio-professionnelle bien intégrée, séduit par la revendication d'une « bien-pensance » régionale.

Toute tentative de classification des partis régionalistes dans une catégorie englobante serait vaine. Il serait erroné de croire que tous les mouvements ethno-régionalistes seraient de droite ou d'extrême-droite, tandis que les nationalistes seraient de gauche ou d'extrême-gauche (SEILER, 2005, p.45). En effet, certains partis comme le Rassemblement Wallon dans les années 70 ou le SNP écossais constituent de larges fronts de défense de la périphérie, et ne peuvent être limités à une tendance idéologique claire, leur seul point de convergence étant la défense d'intérêts régionaux. Cette situation est le résultat du développement historique du système de partis européens et de sa consolidation autour de clivages définissant la trajectoire des mobilisations politiques sur un axe centre-périphérie (DEWINTER, 2017). De même, les formes de conscience de la périphérie sont loin d'être homogènes : les outils habituels de la sociologie électorale ne sont d'aucune aide pour les appréhender (SEILER, 2005, p.45). C'est pourquoi il importe de ne pas limiter son objet d'étude au simple concept de régionalisme, bien trop vaste et hétérogène.

Un phénomène intéressant à analyser de par son développement récent est la combinaison d'une revendication régionaliste avec des traits de formation de droite. (DELWIT, 2005, p.11) En effet, de nombreux partis européens tels que la *Lega Nord* en Italie, *Alsace d'abord* en France ou la N-VA en Belgique combinent des revendications d'autonomie régionale avec une ligne politico-économique axée vers le néo-libéralisme. Ces partis soutiennent un certain libéralisme économique, issu de la vague néo-libérale ayant soufflé sur l'Europe entière ces dernières décennies, tout en y accommodant sans difficulté leurs revendications de fédéralisme fiscal (BOUILLAUD, 2005, p. 126). Concernant les questions européennes, les PRC

s'accommodent de l'Europe tout en revendiquant plus d'autonomie régionale, appuyant par-là les desseins d'une « Europe des régions ».

2.2 Les partis conservateurs

Si le terme de « conservatisme » a souvent une connotation péjorative ou polémique, il se réfère néanmoins à un ensemble de valeurs idéologiques catégorisables sous ce terme. Tout comme le régionalisme, il existe dans différentes franges de l'échiquier politique. D'un point de vue idéologique, les partis conservateurs s'entendent par la défense de valeurs traditionnelles, via le *statu quo*, ou promeuvent le retour à des valeurs établies, le *statu quo ante*. Culturellement, ce sont des partis fondamentalement ethnocentristes. D'un point de vue économique, les partis conservateurs se caractérisent par un certain libéralisme. Particulièrement en Europe occidentale, le conservatisme peut s'entendre comme une combinaison singulière de libéralisme économique, réfractaire à un interventionnisme étatique trop important, et de traditionalisme culturel, défenseur d'une démocratie occidentale dont l'héritage philosophique serait en proie à diverses menaces : terrorisme, immigration, globalisation... La forte résurgence du conservatisme européen dans les années 80, tant par ses forces gouvernementales qu'en tant que corps de pensée politique, est souvent dépeinte comme une floraison de croyances et attitudes attachées à de nouveaux cadres théoriques, désignés par la "Nouvelle droite", le conservatisme "néo-libéral", les distinguant ainsi du conservatisme originel. Ces doctrines ont permis de rendre au conservatisme un certain aura positif, concurrencé par la sophistication des idéaux progressistes de la seconde moitié du 20ème siècle. Mais la définition contemporaine du conservatisme est rendue ardue par le questionnement sur l'apparition d'un nouveau type de conservatisme, en rupture avec ses incarnations passées, doté d'un programme de changement si actif qu'il remet en cause même sa nature conservatrice. Nous retiendrons ici que les partis régionalistes conservateurs étudiés occupent fondamentalement le même terrain sémantique que leurs prédécesseurs, tout en étant attachés à une gamme novatrice d'idées et de politiques de fond. (FREEDEN, 1998)

2.3 Partis régionalistes, partis populistes ?

S'il est bien un adjectif devenu incontournable dans les débats politiques parmi l'homme du peuple à propos des partis politiques actuels, qu'ils soient de gauche ou de droite, c'est celui de populiste. Les partis régionalistes conservateurs n'échappent pas à ce parangon d'analyse prêt à l'emploi. C'est ainsi que la chaîne télévisée Arte estimait, à la veille des élections de 2014, que la N-VA représentait l'un des partis populistes les plus dangereux d'Europe avec un score de 8/10, soit plus que la plupart des autres pays européens.¹ L'emploi du terme est si courant qu'il est tentant de l'employer dans la définition du sujet de recherche. Ce choix a été néanmoins exclu : dans le registre de la science politique, l'ambivalence est fréquente entre usage analytique et usage axiologique ou normatif. Dans le cas de *populisme*, (du latin *populus*, le peuple) cette ambivalence est extrême, puisque le mot renvoie tantôt à une catégorie descriptive de la science politique, tantôt à une imputation polémique dévalorisante, voire insultante.

Malgré ce choix et la difficulté de s'en tenir à un usage purement analytique du terme, il est intéressant de préciser dans ce point ce qu'il sous-tend et en quoi les PRC que nous étudierons se rapprocheraient du concept de populisme. Cette analyse vient compléter la définition même des PRC mais ne fera pas partie de la démarche de recherche à proprement parler.

Bien loin du sens historique du terme *populisme*, employé dans la Russie tsariste pour désigner le mouvement cherchant à transformer la société rurale afin d'y instaurer un socialisme agraire, le populisme caractérisant certains partis européens dans une acception plus actuelle entend désigner un type de partis ou de leaders cherchant à mobiliser le peuple par des promesses électoralistes, en lien avec des rhétoriques xénophobes, racistes ou ultra-sécuritaires.

Le populisme possède également pour caractéristique fondamentale l'instrumentalisation d'enjeux suscitant la frustration ou le débat dans la place publique. A titre d'exemple, de nombreux partis nouveaux ont fait de « l'anti-politique » leur combat en reprenant à leur avantage de nombreux discours critiques émanant des

¹ Voir par exemple <http://www.levif.be/actualite/belgique/la-n-va-un-parti-populiste-dangereux-selon-arte/article-normal-71825.html> ou <http://info.arte.tv/fr/la-menace-populiste-en-europe-0>, consulté le 20 avril 2017.

élites universitaires ou économiques. (BOUILLAUD, 2003, p.132). Les PRC analysés dans ce travail ont cependant participé à plusieurs coalitions gouvernementales et ne sont pas victimes d'un cordon sanitaire. Ils ne correspondent donc pas à cette définition de parti populiste. Certains partis pouvant se retrouver dans la classification de PRC sont qualifiés par d'aucuns de partis d'extrême-droite. C'est notamment le cas de la Ligue du Nord, décrite pour ses positions radicales envers la thématique de l'immigration clandestine. Mais les académiciens italiens s'accordent à dire que la Lega Nord n'est pas une organisation d'extrême droite dans la mesure où son électorat est issu de toutes les familles politiques de l'ultra-droite à l'extrême gauche et estime que son histoire est totalement étrangère au fascisme (IGNAZI PIERO, 1994). En revanche, il ne peut être contesté un certain glissement vers des formes d'expression plus proches de l'extrême-droite au sein de la Lega Nord. Mais ce glissement peut aussi s'observer à la N-VA, qui se tourne occasionnellement vers un discours plus xénophobe. Son ascension électorale entre 2010 et 2014 tient surtout du fait qu'elle a su séduire l'électorat du Vlaams Belang. (Cf. Annexe 1, p. 1 et 2) Les partis régionalistes conservateurs deviennent plus sensibles à ce type de discours mais essaient d'éviter les expressions les plus racistes. Des partis tels que La Lega Nord ou la N-VA sont avant tout des partis d'essence purement régionaliste, dont la radicalisation s'apparente plus à un tournant stratégique qu'à une réelle évolution idéologique.

La place centrale d'un leader charismatique est une autre formulation possible du populisme, ce qui, comme nous le verrons plus loin, caractérise également les PRC. Un leader populiste, que ses idolâtres qualifieront plus simplement de populaire, est un leader qui incarne les valeurs et les souhaits de son peuple, qui est adulé comme un Dieu car il a connu l'époque des catacombes du parti, où le parti ne représentait rien électoralement parlant, comme Bart de Wever ou Umberto Bossi en Italie. La culture du leadership charismatique se retrouve dans les partis populistes et régionalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Néanmoins dans l'évolution du populisme contemporain, les médias ont incité l'ensemble des partis politiques à opérer une translation populiste vers une image minimaliste où l'émotion, la séduction et la manipulation des effets rhétoriques occupent la place centrale. L'adjonction du qualificatif « populiste » peut ainsi s'appliquer à nombre de partis politiques actuels.

L'hyper-circulation de l'information constitue probablement l'élément majeur de l'expansion et de la réémergence du populisme sous des formes nouvelles.

Enfin, là où les partis régionalistes conservateurs se rapprochent le plus du concept de populisme, c'est dans l'acception du terme tel que défini par des auteurs tels que C. MUDDE, dans les études menées sur le *far-right populism*. Cette interprétation du populisme émet premièrement l'idée d'une opposition entre d'une part le "bon" peuple qui a du bon sens, qui travaille et d'autre part les "mauvaises" élites, qui sont déconnectées de la vie réelle, qui profitent. Les PRC emploient de fait des éléments de ce discours : Les mauvaises élites sont celles qui tiennent les rênes du pays, de l'état unitaire incarné par la capitale Rome ou Bruxelles, qui servent les intérêts des profiteurs, ces derniers étant les Siciliens ou les Wallons, par exemple. Deuxièmement, il y aussi la présence d'un discours xénophobe, prônant le rejet d'une partie de la population car elle nuirait aux intérêts de l'autre partie. Dans une interprétation régionaliste conservatrice, ce sont ces élites corrompues, incarnées par la *Roma Ladrona* ou la *Walbanie* qui empêchent la nation flamande ou la nation lombarde d'obtenir ses droits sacrés. Notons cependant que le discours populiste n'est pas le propre des partis régionalistes conservateurs : il y a aussi un discours populiste dans d'autres types de partis régionalistes, y compris de gauche. Pour les écossais par exemple, le discours anti-élites est très présent : on y dénonce la corruption des élites de Westminster, qui vont à l'encontre de ce que souhaitent les écossais. Le populisme est donc en ce sens inhérent au nationalisme régionaliste. (Cf. Annexe 1, p. 4 et 5)

2.4 Délimitation chronologique et géographique

Le travail d'analyse posera sa focale sur les PRC d'Europe de l'ouest, avec une étude chronologique partant des années 80 à nos jours. Avant d'entamer le point suivant, il est utile de justifier la délimitation de la région étudiée dans le cadre de cette recherche. Le choix de se limiter dans l'analyse présente aux partis régionalistes conservateurs d'Europe occidentale repose principalement sur le fait que l'Europe centrale et orientale connaît une configuration socio-politique significativement différente, marquée par une diversité ethnique forte et des tensions frontalières importantes. Ainsi, la plupart de ces pays, récents arrivants dans la dynamique

européenne, sont animés par des mouvements partisans purement *ethniques*, qui ne s'apparente pas à une dynamique régionaliste ni-même ethno-régionaliste (GOMEZ, DE WINTER, LYNCH ; 2017). Dans les pays d'Europe centrale et orientale tels que la Pologne, la République tchèque ou la Bulgarie, la décentralisation et la régionalisation des politiques publiques, qu'elles soient structurelles ou fonctionnelles, avaient également pour objectif de rompre avec l'héritage politique du communisme et de permettre un rapprochement avec les pays d'Europe de l'ouest. C'est donc sous l'angle particulier du « retour à l'Europe » et d'une volonté d'européanisation que le régionalisme en Europe de l'Est s'est mis en branle. (SCHIMMELFENNIG & SEDELMEIER, 2005). Ces phénomènes ne seront donc pas l'objet d'analyse de ce travail.

Concernant la délimitation temporelle, nous l'avons délibérément décidée sur base de nos deux principaux cas d'étude : l'Italie et la Belgique (cf. *infra*). Dans le premier cas, nous prenons pour point de départ les premières participations électorales de la Lega Nord, qui a émergé dès 1985. Umberto Bossi fut ensuite élu sénateur lors des élections générales du 14 juin 1987. Très certainement, il n'y avait pas de réel régionalisme institutionnalisé dans le nord de l'Italie avant cette émergence de la LN. Mais le succès croissant de la Lega Nord illustre l'originalité du mélange audacieux « entre quête identitaire et thématiques de la nouvelle droite en Europe » (GOMEZ REINO, 2004). Durant la décennie suivante, la Lega Nord est passée du statut d'organisation marginale à celui d'acteur incontournable du nouveau système partisan italien.

La situation du régionalisme flamand en Belgique peut s'appréhender selon deux perspectives historiques différentes (Cf. Annexe, p.2). Soit lorsque la N-VA fut créée, c'est-à-dire lors de la scission et de l'éclatement de la Volksunie en 2001, soit depuis la création de la Volksunie elle-même en 1954. Dans le cas belge, il a été estimé plus pertinent, pour des raisons de clarté, de démarrer l'observation de l'évolution du régionalisme flamand après la scission. En effet, ce moment a marqué d'un véritable *splitsing* idéologique la scène politique flamande : des divergences profondes quant à la stratégie à suivre dans le cadre de la recomposition du paysage politique flamand ont encouragé certains parlementaires à rejoindre d'autres partis, de droite (VLD, CD&V), ou de gauche (Agalev). Les conservateurs indépendantistes se sont regroupés au sein de la Nieuw-Vlaamse Alliantie, qui reprit la majorité des membres de la Volksunie, et hérita des infrastructures du parti. Enfin, l'éclatement de la VU

amena à la création de Spirit, aujourd'hui *Sociaal-Liberale Partij*, ce dernier parti étant issu des *mid-left liberals*, prônant un libéralisme de gauche et une solution confédérale pour la Belgique.

Chaque pays présente donc une temporalité différente dans l'évolution du régionalisme : le 10 mai 1994, la LN entre déjà au gouvernement, avec le premier gouvernement Berlusconi (*Governo Berlusconi I*, XI^e législature du parlement), récoltant à l'échelle nationale 11% des voix, avec un électorat issu du nord uniquement, ce qui signifie qu'elle y était majoritaire dans cette région. La Lega Nord devient un parti prédominant dès cette décennie, tandis que lorsque la N-VA a été créée, elle fut d'abord confrontée au seuil électoral de 5 % des suffrages par circonscription prévu pour limiter le nombre de partis représentés au Parlement. Lors des élections législatives fédérales de 2003, ce seuil électoral empêche la N-VA d'être représentée au Parlement sauf dans la circonscription de Flandre-Occidentale où Geert Bourgeois est élu à la Chambre des représentants. L'évolution au pouvoir des partis régionalistes est donc différente selon les pays. Lorsque la N-VA est entrée au pouvoir, du moins dans le gouvernement flamand, c'est grâce à son alliance/cartel avec le CD&V en 2004.

3. Problématisation : Question de recherche et hypothèses

L'intérêt de la thématique sélectionnée sera de déterminer les facteurs favorisant le réveil des partis régionalistes de type conservateurs, afin de mieux comprendre dans quelle dynamique ils s'inscrivent. Pour répondre à cela, un premier tour d'horizon sera effectué sur les PRC d'Europe occidentale pour ensuite se pencher sur une analyse comparée de deux pays pour tester les hypothèses qui seront posées. Ces dernières seront au nombre de quatre. Une hypothèse sera intégrée dans un niveau d'analyse systémique, la seconde portera sur les caractéristiques propres du modèle politico-administratif en place dans ces deux pays. La troisième hypothèse, de niveau domestique, analysera l'influence de facteurs socio-économiques propres à ces pays dans le réveil des PRC. Enfin, la dernière hypothèse, à l'échelle individuelle, sera un questionnement sur le rôle d'un leader charismatique dans l'expansion politique d'un parti. Nous verrons que, si certaines hypothèses paraissent facilement vérifiables au

vu de la grande valeur qui leur est accordée dans le débat public lorsqu'il est question de régionalisme, il y a cependant lieu d'être plus nuancé.

Afin d'établir une problématisation autour de ce sujet de science politique, il y a lieu de partir d'un constat : les partis régionalistes conservateurs ont vu leur tendance électorale s'accroître dans leur région et se maintenir tout au long de la période étudiée (cf. *infra*), contrairement aux autres partis régionalistes dont les tendances électorales sont totalement hétéroclites. Ces partis possèdent de plus un ancrage solide dans la représentation politique nationale et internationale, avec la présence de députés dans des groupes parlementaires européens : *Europe des nations et des libertés* pour la Lega Nord, *Alliance libre européenne* pour la Nieuw-Vlaamse Alliantie. La participation de la N-VA à la coalition majoritaire « suédoise » suite aux élections du 25 mai 2014 montre d'une part à quel point cette sous-catégorie politique semble se frayer un chemin, mais pose d'autre part question quant à une éventuelle attitude opportuniste de celle-ci, au prix d'une relégation des revendications régionalistes au second plan. En termes de politiques publiques, on observe en réalité une posture « caméléon ». Certains auteurs tels que G. Pajetta estiment que le seul but de partis régionalistes conservateurs est de gagner les élections. A titre corroborant, l'alliance de la Ligue du Nord avec le centre-droit lors de coalitions menées en 1994 et à partir de 2001 prouve en tout cas une certaine malléabilité idéologique, puisque l'UDC avec qui la LN fait alliance (Union démocrate-chrétienne, possède surtout un électorat du sud. En même temps, l'Italie est saisie par la vague néo-libérale et cette idéologie s'accommode assez bien du fédéralisme fiscal défendu par la LN. (BOUILLAUD, 2005)

Sur base de ce constat, plusieurs approches s'offrent à ce travail d'autant plus que la littérature fournie élargit le champ des possibilités. Une approche qui retient particulièrement l'attention est celle fournie par Pascal Delwit dans son ouvrage collectif intitulé « *les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?* » (2005) portant sur l'étude des éléments de contrainte et d'opportunité pour le développement des partis régionalistes. L'étude des facteurs favorisant ou allant à l'encontre du réveil du régionalisme conservateur permettra de mettre en exergue plusieurs niveaux d'analyse afin d'obtenir une prise en compte multi-niveaux du phénomène étudié.

La question de départ envisagée au vu des considérations ci-dessus est la suivante :

Quels sont les facteurs explicatifs du succès des partis régionalistes conservateurs en Europe entre 1980 et aujourd'hui ?

4. Méthodologie

Notre démonstration méthodique sera menée en plusieurs étapes. Dans une première étape, nous proposerons un tour d'horizon de l'état des partis régionalistes présents en Europe de l'Ouest et répondant au cadre conceptuel développé précédemment. Pour ce faire, une large analyse des programmes politiques des nombreux partis régionalistes ouest-européens a été menée. Le premier tableau présentera les résultats de cette recherche. Bien qu'il serait très intéressant de se pencher sur la justification de cette classification et de l'interprétation faite desdits programmes politiques en termes de tendances idéologiques, nous ne pourrions malheureusement pas nous étendre sur ce sujet dans le cadre de ce travail de fin d'études.

Ensuite, nous prolongerons notre focale sur les partis régionalistes présents dans cette première sélection qui présentent une tendance conservatrice, définie également *ex ante*. Nous présenterons la méthodologie employée pour définir le « succès » des PRC. Il y a lieu en effet de mettre en exergue cette proposition à travers une collecte de données quantitatives afin de démontrer la neutralité de la question de recherche, autrement dit de prouver que le succès des PRC est une réalité électorale et non un ressenti subjectif. Pour ce faire, nous analysons les résultats des partis aux élections sub-nationales, autrement dit régionales, provinciales ou cantonales. Etant donné que certaines formations ne présentent des listes que dans une partie de l'espace territorial, les performances des PRC doivent être analysées à l'échelle des circonscriptions dans lesquelles ils œuvrent. En effet, cela n'a pas beaucoup de sens de mesurer les performances des partis régionalistes au plan national (DELWIT, 2005).

4.1 Recensement des principaux partis régionalistes d'Europe de l'Ouest

Afin de cerner avec plus de clarté notre objet d'analyse, il est apparu pertinent de procéder tout d'abord à un recensement des principaux partis régionalistes européens,

toutes tendances idéologiques confondues, afin d'obtenir une perspective plus large sur la proportion que représentent les PRC parmi la famille des partis régionalistes. Ce recensement s'est effectué sur base de la littérature existante, avec l'objectif de fournir une synthèse actualisée mais non exhaustive du fait régional ouest-européen en 2017. Ont été exclus les partis non-reconnus par la législation du pays où ils existent, pour motifs institutionnels ou répression de la violence partisane (particulièrement présente en Espagne ou en Irlande du Nord). La sélection s'est portée sur les pays d'Europe de l'ouest, distingués de l'Europe de l'est par la frontière historique séparant les pays anciennement sous influence soviétique. Le Lichtenstein et Monaco ont été volontairement laissés sur le côté pour cette étude empirique, de par l'absence de mouvement régionaliste dans ces micro-pays. Les pays baltiques seront également exclus du recensement. Au vu du nombre de partis régionalistes existant en Espagne, nous avons décidé de ne retenir que les plus importants, c'est à dire les régionalismes catalans et basques, bien qu'il importe de mentionner l'existence de revendications autonomistes dans les Canaries, les Baléares, la Galicie, l'Aragon, à Valence, en Andalousie et en Navarre. Le Portugal ne connaît pas à l'heure actuelle de tendance régionaliste significative, même s'il est configuré sur base d'une importance décentralisation régionale en ce qui concerne ses territoires d'Outre-mer. Les Pays-Bas ne présentent pas non plus de mouvement régionaliste à proprement parler. L'Autriche, bien que faisant partie de l'ensemble géopolitique de l'Europe de l'Ouest, sera également écartée de l'analyse car le seul parti régionaliste qu'elle abrite repose sur une logique de type ethno-régionaliste. En effet, L'Enotna lista (en français, Liste unité - en allemand, Einheitsliste) ou EL est un parti politique qui tend à représenter la minorité slovène en Carinthie. En Allemagne, grand état fédéral, certains avaient évoqué l'option d'un « Bayxit », une sortie de la Bavière de cet état suite aux importantes dissensions entre celle-ci et l'État fédéral à propos des choix défendus par Angela Merkel sur la politique migratoire, auxquels s'était vivement opposé le ministre-président bavarois Horst Seehofer. La Cour de Karlsruhe a cependant jugé qu'une telle sécession était contraire à la constitution dans la mesure où les Länder ne sont pas « maîtres de la Loi fondamentale ». Bien que la Bavière ne soit pas un "Land", mais un "État libre", la distinction n'est que terminologique et elle a rang constitutionnel de Land.² Nous avons donc décidé d'inclure les partis

² Lire à ce propos <http://www.latribune.fr/economie/unions-europeenne/allemande-non-la-baviere-ne-peut-pas-faire-secession-628338.html>, consulté le 04 avril 2017.

régionalistes bavarois dans l'étude, même si ceux-ci ne soutiennent pas ouvertement l'idée d'une Bavière indépendante mais soutiennent néanmoins les spécificités et intérêts politico-économiques de de leur région. En Irlande enfin, nous pourrions retenir la présence de Sinn Fein, mais celle-ci prend son sens dans ses revendications autonomistes liées à l'Irlande du Nord, où elle est le deuxième parti en termes d'importance. Nous parlerons donc de Sinn Fein dans l'analyse du régionalisme au Royaume-Uni.

Illustration 1 : Recensement des partis régionalistes d'Europe de l'Ouest en 2017

Tableau I : Recensement des principaux partis régionalistes en Europe de l'Ouest en 2017

Pays	Région	Parti régionaliste	Dénomination régionale	Tendance idéologique
Belgique	Flandre	Nouvelle Alliance flamande	Nieuwe Vlaamse-Alliantie (N-VA)	libéral conservateur
	Flandre	Vlaams Belang	Vlaams Belang (VB)	droite radicale xénophobe
Italie	Padanie (1)	Ligue du Nord	Lega Nord per l'indipendenza della Padania (LN)	libéral conservateur
	Tyrol du sud	Parti populaire du Sud-Tyrol	Südtiroler Volkspartei (SVP)	social-démocrate
	Sardaigne	Parti sarde d'action	Partidu sardu (PSd'Az)	social-libéralisme
	Vallée d'Aoste	Union valdôtaine	Union valdôtaine (UV)	centriste
	Ecosse	parti national écossais	Pàrtaidh Nàiseanta na h-Alba (SNP)	gauche
Royaume-Uni	Irlande du Nord	Sinn Féin	Sinn Féin (SF)	gauche démocratique
	Pays de Galles	parti du pays de Galles	Plaid Cymru (PC)	social-démocrate
	Catalogne	Parti démocrate européen catalan (2)	Partit Demòcrata Europeu Català (PDeCAT)	libéral
Espagne	Pays Basque	parti nationaliste basque	Euzko Alderdi Jeltzalea (PNV)	démocrate chrétien
	Bavière	parti bavarois	Bayernpartei (BP)	démocrate chrétien
	Bavière	L'Union chrétienne-sociale en Bavière	Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU)	libéral conservateur
France	Alsace	Le pays alsacien	Unser Land (UL)	centriste écologiste
	Alsace	Alsace d'abord	Alsace d'abord (ADA)	droite radicale xénophobe
Suisse	Tessin	Ligue des Tessinois	Lega dei Ticinesi (LEGA)	libéral conservateur, eurosceptique
(1) Cette région n'a jamais été clairement définie par la LN, qui cherche à conquérir extensivement un électorat au nord de l'Italie				
(2) Succède depuis le 09 juillet 2016 à Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) : parti centriste catalaniste créé par Jordi Pujol.				

Rappelons à la vue de ce tableau que la place des partis politiques régionalistes doit être recadrée dans l'ensemble du système politique : d'un point de vue électoral, les partis politiques régionalistes sont souvent des acteurs modestes voire inexistants à l'échelle de l'Etat nation (DELWIT, 2005). Les mouvements régionalistes capables de capter un électorat égal ou supérieur à 5% à l'échelon national sont rares. Mais même si les partis régionalistes sont souvent de petits partis en termes absolus, ils ne le sont pas nécessairement en termes relatifs. Le rôle de ces formations sur un plan étatique et surtout sur celui de l'espace territorial dans lequel elles œuvrent doit être distingué. C'est plus souvent au niveau exclusivement régional que ces partis régionalistes sont actifs politiquement. Les stratégies politiques, de même que leurs fondements idéologiques, comme mentionné *supra*, peuvent être très diverses. Mais les partis régionalistes peuvent également se mobiliser à d'autres niveaux de gouvernance, qu'ils soient nationaux voire internationaux, à travers les différents canaux de représentation des gouvernements régionaux auprès des institutions européennes, notamment. La raison du refus de cette exclusivité régionale est parfois simple : toutes les régions ne possèdent pas d'institutions décentralisées leur offrant un espace de mobilisation et de représentativité politique. De plus, l'influence et le rôle pivot d'une formation politique, aussi marginale puisse-t-elle sembler, peut varier fortement selon le système de partis en vigueur dans chaque pays (MÜLLER-ROMMEL, 2002). Ainsi, l'influence d'un parti ne sera pas la même dans un système de partis dualiste que dans un système de partis à indice de fragmentation élevé. A l'échelon national, les mouvements régionalistes seront les défenseurs d'un approfondissement de la décentralisation, avec plus ou moins de radicalité selon les configurations nationales diverses. A titre d'exemple, Convergence et Union de Catalogne a appuyé l'autonomie catalane lors de la confection successive des gouvernements nationaux en 1993 et 1996. Les partis régionalistes ont aussi joué un rôle essentiel dans l'établissement du fédéralisme belge. Et la Ligue du Nord est un acteur vitupérant pour un réaménagement des prérogatives entre le niveau central et les régions et provinces italiennes. (DELWIT, 2005). Ainsi, la petite taille des formations régionalistes ne les empêche pas de remplir un rôle important dans le système politique, elles ont au contraire été régulièrement amenées à remplir un rôle d'aiguillon politico-intellectuel (DELWIT) pour des partis traditionnels. Leur simple existence pose un défi à la structuration du champ politique, en amorçant une différenciation idéologique

(VILLALBA) qui amène les autres partis à se positionner de façon plus concise sur des thématiques mises en exergues par les partis régionalistes.

4.2 Quantification du succès électoral des partis régionalistes conservateurs

La recherche portant sur les facteurs explicatifs du succès des partis régionalistes conservateurs en Europe occidentale, il importe de définir en second lieu la manière dont sera évalué le succès des PRC. Comparer le succès d'un parti en termes de sièges obtenus ou du nombre de voix absolu n'est pas pertinent car plusieurs variables biaisent toute comparaison : les règles du système électoral, proportionnel ou majoritaire, varient d'un pays à l'autre et des systèmes telle que la règle belge des 5% écartent les petites formations politiques. L'emploi de ***l'Index of electoral success*** (GORDIN, 2001) sera donc ici favorisé. Développé par Jorge P. Gordin dans ses travaux sur les « ETR » (*ethno-regionalist parties*), il est employé afin de mesurer le succès électoral des ETR sélectionnés dans l'étude de cas. Certains des PRC étudiés ici sont également repris dans la classification d'ETR de J. P. Gordin, ce qui nous donne de précieuses informations sur l'importance régionale que possédaient les formations ou prédécesseurs de partis régionalistes belges ou italiens (voir *infra*).

L'IES consiste à diviser le pourcentage de votes obtenu par le PRC par le pourcentage de votes du « leading party », le parti ayant obtenu le plus haut score dans la région étudiée. Le résultat du ratio, compris entre 0 et 1, où un résultat de 1 signifie que le PRC est le parti leader, permet d'obtenir un résultat indépendant de l'importance de la région analysée. Les effets de la fragmentation des partis et de la tendance démographique sont également annulés grâce à cet index, en effectuant un ratio de deux pourcentages.

Illustration 2 : Formule de calcul de l'IES

$$\text{IES} = \frac{\% \text{ votes pour le PRC}}{\% \text{ votes du } \textit{leading party}}$$

Si nous appliquons l'IES aux partis régionalistes conservateurs contenus dans le Tableau I, nous obtenons les résultats ci-dessous.

Illustration 3 : Application de l'IES sur les PRC d'Europe de l'Ouest, 2017.

Tableau II: Indice de succès électoral (Index of Electoral Success) des PRC en 2017						
Pays	Partis régionalistes conservateurs	Scrutin étudié	Score électoral (1)	Score du parti leader	IES	
Belgique	Nieuwe Vlaamse-Alliantie (N-VA)	Élections régionales de 2014	Flandre: 31,88%	Flandre: 31,88% (N-VA)	Flandre: 1	
Italie (2) (5)	Lega Nord per l'indipendenza della Padania (LN)	Élections régionales de 2015	Vénétie: 17,83%	Vénétie: 23,09% (ZALIA)	Vénétie: 0,77	
		Élections régionales de 2015	Ligurie: 20,25%	Ligurie: 25,64% (PD)	Ligurie: 0,79	
		Élections régionales de 2015	Toscane: 16,02%	Toscane: 45,93% (PD)	Toscane: 0,35	
		Élections régionales de 2014	Emilie-Romagne: 19,42%	E-R: 44,53% (PD)	E-R: 0,44	
		Élections régionales de 2014	Piémont: 7,28%	Piémont: 36,17% (PD)	Piémont: 0,20	
		Élections régionales de 2013	Lombardie: 12,96%	Lombardie: 25,33% (PD)	Lombardie: 0,51	
		Élections régionales de 2013	Frioul-Vénétie Julienne 8,3%	F.V.J: 26,8%	F.V.J: 0,31	
		Élections provinciales de 2013	Sud-Tyrol: 6,2%	Sud-Tyrol: 22,1% (PD)	Sud-Tyrol: 0,28	
Allemagne	Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU)	Élections régionales de 2013	Bavière: 47,7%	Bavière: 47,7% (CSU)	Bavière: 1	
Suisse (3)	Lega dei Ticinesi (LEGA)	Élections cantonales de 2015	Tessin, 24,24%	Tessin: 26,73% (PLRT) (4)	Tessin: 0,9	
(1) score électoral, en % obtenus au dernier scrutin permettant de comparer un score sur une région-cible.						
(2) Source: http://elezionistorico.interno.it/index.php?tpel=R_Ministero_dell'interno_ARCHIVIO_STORICO DELLE ELEZIONI - REGIONALI . Consulté le 01/06/2017.						
(3) Source: http://www3.ti.ch/elezioni/Cantonal2015/ViewRisPartito.php?File=000_00_1&ElTipo=GC_Repubblica_e_Cantone_Ticino_Risultati_elezioni_cantionali_2015 . Consulté le 01/06/2017.						
(4) <i>Partito Liberale Radicale Ticinese</i>						
(5) Moyenne IES: 0,45						

Résultats et interprétation

Le calcul de l'IEC sur les différents partis régionalistes conservateurs ouest-européens, dont notre recensement a permis de retenir la Nieuw-Vlaamse Alliantie, la Lega Nord, Le CSU bavarois et la LEGA du Tessin en Suisse, met en exergue l'écrasante prédominance de ces partis dans les régions où ceux-ci sont actifs. Pour deux d'entre eux, la N-VA et le CSU, l'IES est égal à 1, ce qui signifie qu'en Flandre et en Bavière, les partis régionalistes conservateurs représentent à eux seuls la majorité politique.

En Italie, les scores de la LN ont été étudiés séparément pour chaque région, car celles-ci tiennent leurs scrutins de manière asynchrone. Si nous appliquons une moyenne à l'IES de la Lega Nord significative pour l'ensemble du Nord de l'Italie, reprenant les 8 régions du nord, nous obtenons un score de 0,45, soit un score relativement médian. Mais si l'on tient compte uniquement de la région phare de la LN, à savoir la Vénétie, la Lombardie et la Ligurie (rappelons que la Ligue du Nord est issue de la fusion de la Ligue lombarde (Lega Lombarda) et la Ligue vénète (Lega Veneta), l'indice de succès électoral grimpe à 0,69. Notons également qu'une consultation, organisée en mars 2014 en Vénétie par un comité baptisé Plebiscito.eu, a indiqué que 89 % des votants, représentant près de 73 % du corps électoral, se sont dits favorables à la séparation de la Vénétie du reste de la péninsule italienne. Enfin, l'influence du PRC Lega Nord se distingue à travers les élections régionales de 2015 qui ont élu à la présidence de la région de Vénétie un candidat issu de la LN, avec 50,08% de voix de préférence.

Le cas de la suisse corrobore l'idée que les PRC ont, comparativement à leurs confrères ouest-européens, de très bons indices de succès électoral. Il y a deux ans, les élections cantonales dans le Tessin ont donné un score de 24,24% à LEGA, talonnant de près le PLRT. En 2011, la « Lega dei Ticinesi » devient le premier parti du Tessin avec 30 % des voix et remporte deux sièges du conseil d'état (sur 5).

4.3 Etude de cas : Belgique- Italie, une comparaison MSSD

Au vu des résultats obtenus dans le tableau II, deux pays attirent l'attention de par les nombreuses similitudes qui leurs sont régulièrement attribuées et qui ne peuvent manquer à l'illustration du phénomène régionaliste : la Belgique et l'Italie, à travers *la Nieuw-Vlaamse Alliantie* pour l'un, anciennement *Volksunie*, et la *Lega Nord* pour l'autre. Dans l'étude menée par J. Gordin sur l'évolution des partis ethno-régionalistes entre 1980 et 1996, l'IES de la *Volksunie* était estimé à 0,36 tandis que celui de la *Lega Nord* à 0,41, ce qui nous indique que le fait régional était déjà bien présent historiquement dans les deux cas, depuis plusieurs décennies.

Il est apparu pertinent de mener une étude comparée de ces deux pays afin de comprendre quels facteurs présents dans ces *Most similar system designs* pourraient être des variables indépendantes à notre variable dépendante, d'autant plus que la Belgique et l'Italie possèdent de nombreuses caractéristiques structurelles similaires, en dehors du phénomène régionaliste. La logique de la comparaison binaire se justifie par le fait que ces deux pays sont suffisamment similaires que pour pouvoir être comparés de manière systématique. Dans le débat politique belge, le pays est régulièrement comparé à l'Italie, et cette comparaison s'entend dans un terme négatif : les deux pays seraient en proie aux phénomènes d'ingouvernabilité, de chaos, d'instabilité, de corruption, de clientélisme et de manque de légitimité politique.

Dans le chapitre intitulé « *Partitocracies between crises and reforms : the cases of Italy and Belgium* », édité par Deschouwer, De Winter et Della Porta dans la revue *Res Publica* en 1996, un large listing des caractéristiques structurelles communes aux deux pays est proposé. Nous retiendrons dans un premier temps les principes suivants : un état-nation de formation tardive et calqué à ses débuts sur le modèle jacobin de l'état centralisé, une sécurité sociale consistante, un haut degré de « partitocratie » (le terme sera défini plus bas), des tensions régionales latentes entre un sud en déclin et un nord plus prospère économiquement, parmi d'autres caractéristiques similaires.

En surplus des similitudes précitées, il faut également mentionner que l'étude empirique menée à travers le développement des hypothèses explicatives nous montrera également que non seulement l'Italie et la Belgique possèdent plusieurs caractéristiques communes, mais que de surcroît le modèle Italie-Belgique est très dissimilaire à tous les autres cas européens. Ni la Belgique ni l'Italie n'ont de

corrélation significative avec d'autres pays. Ce sont les deux pays les plus dissimilaires aux 14 autres pays européens choisis dans l'étude empirique mentionnée au paragraphe précédent. La méthodologie du MSSD, *most similar system design*, pourra donc être employée dans la démarche hypothético-déductive afin d'affirmer ou d'infirmer un lien de causalité entre la présence ou l'absence de ces facteurs et le succès des PRC.

Rappelons que d'un point de vue temporel, l'analyse de ces deux pays sera centrée sur une période allant de la décennie quatre-vingt à l'époque actuelle. C'est en effet durant cette période qu'apparaissent les nouveaux partis politiques tels que ceux qui nous intéressent dans ce travail, dotés d'une densité idéologique plus importante que les partis traditionnels, et accordant une place plus importante à l'implication des militants dans la cause commune à défendre (RIHOUX, 2004). Ce phénomène sera soumis à une analyse approfondie afin de comprendre les raisons de cette apparition, eu égard aux mutations des partis politiques traditionnels vers une logique de type « professionnel-électoral ».

4.4 Analyse de données qualitatives : Entretien semi-directif

En surplus du recensement des partis régionalistes européens, de l'emploi de l'IEC sur les PRC (méthode quantitative) et de l'usage de la méthode comparative MSSD, il a semblé utile de procéder à une collecte d'informations qualitative supplémentaire permettant d'étoffer cette dernière. Pour ce faire, le choix a été fait de réaliser un entretien semi-directif avec Mr Lieven De Winter, professeur à l'Université Catholique de Louvain et maître de conférences à temps partiel à l'Université Catholique de Bruxelles (Katholieke Universiteit Brussel). Ses travaux basés sur la perspective comparative européenne et belge et les innombrables références qui y sont faites parmi les diverses sources littéraires parcourues ont motivé ce choix. Son parcours de doctorant à l'Institut Universitaire Européen à Florence ne pouvant qu'augmenter ses connaissances de la politique italienne, l'entretien s'est principalement porté sur une analyse comparative des régionalismes flamands et padans. Le contenu de cet entretien ayant servi de *database* dans la présente recherche, il est mentionné à chaque référence la page de l'annexe où le compte-rendu de cet entretien peut être retrouvé.

5. Hypothèses

5.1 Les effets de la globalisation impactent positivement les partis politiques prônant le repli identitaire.

La globalisation est perçue comme un des phénomènes les plus significatifs en Europe au 21ème siècle. Les partis régionalistes et la globalisation sont liés de deux manières : premièrement, la globalisation est vue comme une cause du succès des partis régionalistes ou radicaux, deuxièmement les partis régionalistes sont parmi toutes les familles politiques les plus grands opposants à la globalisation. La question qui se pose alors est : Pourquoi les partis régionalistes s'opposent-ils à cette globalisation ? Doit-on y voir une logique d'instrumentalisation de la part des PRC ? Leur essor en Europe de l'Ouest n'est-il pas justement appuyé par la globalisation ?

Dans une logique populiste, tous les problèmes que traverse une société doivent être imputés à un ennemi extérieur, contre lequel il est primordial de se défendre pour prévenir le chaos. Cet ennemi providentiel trouve son incarnation dans la globalisation. Elle serait à elle-seule la cause du réchauffement climatique, du terrorisme, du chômage etc. Il faut cependant définir la globalisation dans des termes plus rigoureux. Selon David Held, *“globalization implies at least two distinct phenomena. First it suggests that many chains of political, economic and social activity are becoming world-wide in scope and, second, it suggests that there has been an intensification of levels of interaction and interconnectedness within and between states and societies”* (1999: 340).

La globalisation, de par la redéfinition des limites nationales qu'elle engendre, implique des réponses locales par des groupes civils mais aussi par les partis politiques. Parmi ceux-ci, les partis régionalistes entendent alors : s'opposer à l'immigration causée par la globalisation et à la mondialisation économique, résister à l'américanisation et à la globalisation culturelle, combattre le « nouvel ordre mondial » où le centre de décisions serait progressivement accaparé par une élite internationale. C'est la globalisation politique.

La globalisation est un « ennemi » multi-facette. On peut parler de « *globaphobie* » (MUDDE, 2007, p184) qui s'entend par une peur de la disparition de l'indépendance, de la pureté de la nation. Si les craintes portées par les mouvances régionalistes

envers la globalisation trouvent leur écho au sein de la population et peuvent expliquer une partie de leur réveil, reste cependant un autre phénomène contrecarrant cette logique de lien causal uniforme : dans la lutte contre la globalisation se retrouvent tant des partis politiques de droite que des mouvements sociaux d'extrême gauche antifasciste ou anarchiste, n'ayant aucun lien collaboratif entre eux.

Reste que pour les partis politiques, la globalisation est un enjeu parmi d'autres mais elle n'est pas considérée comme problématique centrale. Des problèmes tels que l'immigration et le manque de souveraineté sont souvent mis en avant en tant que tels sans être forcément liés à la globalisation. On peut ici avancer que les régionalistes ne s'opposent donc pas à la globalisation mais à ses conséquences.

La globalisation fait régner un sentiment d'agression extérieure, les électeurs ressentent le besoin de se raccrocher à une identité protectrice, incarnée par des valeurs régionalistes. Le sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs ou de victimes se confronte aux craintes d'un monde globalisant. La mobilisation régionaliste du Tessin permet de comprendre comment la Suisse est en train de changer sous la pression de la mondialisation. (MAZZOLENI, 2017)

Là où les effets de la globalisation ne peuvent être discutés, ni évités dans une tentative de compréhension du développement des mouvements périphériques, c'est dans le cadre de l'eupéanisation des politiques nationales. Le développement, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union Européenne ont eu un effet énorme sur la configuration de la gouvernance multi-niveaux. Cependant, L'impact global de l'intégration européenne sur les idées et les stratégies de partis comme la Lega Nord ne doit pas être exagéré. (GOMEZ REINO, 2004). L'eupéanisation constitue à la fois une ressource mais aussi une menace pour les nouveaux acteurs politiques régionalistes. L'impact de l'Union Européenne sur les PRC a évolué dans le temps. Dans le cas de la LN, on peut observer deux effets principaux : Premièrement, elle a multiplié les opportunités d'action collective. La diffusion de volontés autonomistes a été permise par la construction européenne et l'utilisation du concept d'Europe des peuples, mais également de manière institutionnelle à travers les élections européennes, qui ont permis aux PRC d'expérimenter des coalitions inédites entre fronts régionalistes (DE WINTER, GOMEZ-REINO, 2002). Deuxièmement, la globalisation politique à travers le processus européen a permis de mettre en évidence

des contradictions entre le discours européiste de la Lega, et les diatribes régulières de ce parti contre les institutions européennes.

La construction européenne a valorisé le développement des régions grâce à la création de normes de droit communautaire propices à l'émergence d'une Europe des régions, en octroyant à celles-ci ainsi qu'aux provinces ou cantons une plus grande autonomie en tant que collectivités territoriales (TETART, 2010). La production de normes entourant le fait régionaliste en a fait des acteurs définis et reconnus, que ce soit à travers la charte européenne d'économie locale, le développement du libre-échange ou par la valorisation de politiques régionales. A titre d'exemple, le FEDER (pour Fonds européen de développement régional) favorise les particularismes culturels tout en poursuivant l'objectif d'atténuer les disparités économiques, appuyant ainsi indirectement l'émergence d'identités régionales. Ajoutons encore à ces facteurs les fondements du droit européen, basé sur la défense des minorités, du droit à faire valoir les spécificités religieuses, culturelles ou linguistiques d'une communauté.

D'un point de vue purement institutionnel, notre analyse ne saurait être complète sans une étude du rôle que jouent des organes tels que le Comité des régions, existant depuis 1994, dans le succès des PRC. Même si les autorités régionales et locales européennes qui le composent n'ont qu'un pouvoir consultatif, le comité des régions permet à ces dernières d'émettre leur opinion sur les propositions de la Commission Européenne ou de lui soumettre leurs propres propositions, faisant ainsi connaître à celle-ci ses points de vue concernant l'environnement, l'éducation, les transports ou toute autre matière sub-nationale. Le rôle de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires contribue au maintien voire à la promotion de la diversité culturelle de l'Europe. Dans ce contexte, plusieurs régions européennes ont créé des organismes décentralisés fonctionnant tels des ambassades afin de les représenter à Bruxelles. Au-delà de la défense de la multiculturalité, ces organismes partent en quête de financement.

L'eupéanisation, de par l'approfondissement de l'intégration européenne, affaiblit les états nationaux en leur retirant certaines prérogatives telles que la politique commerciale, migratoire, la gestion de la monnaie, de l'Espace Schengen etc., si bien que les régions peuvent envisager cette nouvelle gouvernance multi-niveaux centripète comme une alliée providentielle. La tutelle européenne semble, dans plusieurs cas, être bien acceptée par les PRC hormis certains eurosceptiques, de par

son effet rassurant et l'idée que les régions trouveront un meilleur écho à leurs revendications à une échelle plus importante. La flexibilité supposée de l'UE semble rassurer les régions qui se voient déjà régner en maîtres en cas de disparition des autorités nationales.

L'abolition des frontières intérieures de l'Union Européenne et l'élargissement de son identité peut sembler paradoxale au moment où des régions d'Europe, de la « Padanie » à l'Ecosse en passant par la Catalogne ou le Pays Basque revendiquent leur autonomie. D'aucuns estiment que ce développement parallèle peut être interprété comme une réaction à la mondialisation, par le resserrement de liens sur des identités plus locales, plus accessibles car plus petites et donc plus proches (TETART, 2010). Les partis régionalistes conservateurs émettent une analyse socio-économique relativement similaire dans chaque cas, accusant le reste du pays d'exercer une véritable saignée financière sur leur région, plus prospère économiquement. Ainsi, l'impact de la mondialisation sur les territoires des états semble se trouver dans la préservation économique ou la recherche de prospérité. Le lien semble donc s'établir entre recherche d'identité et accès à la richesse, puisque plusieurs régions rêveraient de se « délester » des zones économiquement affaiblies, moins industrialisées. C'est en tout cas ce qui s'est produit en Tchécoslovaquie dans les années 90, lorsque les Tchèques se sont appuyés sur le nationalisme pour se délester des Slovaques, structurés dans un modèle plus rural et agricole, avec qui ils étaient pourtant unis dans un territoire commun depuis plus d'un siècle. (TETART, 2010). Nous voyons ici en quoi la globalisation favorise plus particulièrement le développement des PRC plutôt que de mouvements d'extrême gauche, par exemple. Nous pouvons également établir un lien entre cette première hypothèse et la troisième, défendant l'idée qu'une importante disparité économique entre deux régions favorisera un réveil régionaliste.

5.2 La partitocratie favorise le développement de partis antisystème, et donc de partis régionalistes.

La question est ici de savoir si le régionalisme conservateur agit en tant que mouvement opportuniste face à un système politique « bureaucratisé » et éloigné de son électorat en manque de catharsis politique. Le régionalisme pourrait-il être perçu

comme une réaction face au développement des partis professionnels-électoraux ? Si l'on admet que la partitocratie renforce le phénomène de professionnalisation des partis politiques, avec une domination des partis sur l'exécutif, il apparaît alors qu'un discours antisystème serait facilement favorisé.

Pourquoi alors au profit de partis antisystème de type régionalistes ? Parce que la partitocratie vide l'existence régionaliste de son contenu. Derrière de faux-semblants de décentralisation, censés prouver que le modèle centraliste bureaucrate a été corrigé et dépassé, la partitocratie centrale survit pleinement, ce que l'opinion publique des périphéries constate malgré les tentatives de leurre. (CHITI-BATELLI, 1980).

Comme introduit au début de ce travail, il se trouve que la partitocratie (terme issu du concept académique italien de *partitocrazia*) est un élément récurrent tant dans la scène politique italienne que belge. Malgré l'affaiblissement des piliers consociatifs, la présence de partis politiques de masse dans nos deux cas a eu un rôle fondamental dans la structuration politique actuelle (PASQUINO, 1990). La présence caractéristique de partis capables de créer une intégration sociale sur une base subculturelle s'observe clairement : *Démocratie Chrétienne* (DC) et *Parti Socialiste Chrétien* (PSC) d'une part, structuraient le pilier chrétien, *Parti Communiste Italien* et *Parti Socialiste* d'autre part, structuraient le pilier ouvrier. Le gouvernement de partis est un type particulier de gouvernement dans les régimes démocratiques, dans lequel les partis politiques gardent le contrôle sur leurs représentants au sein du gouvernement. Chaque pays correspond à des degrés différents à cette variable. La partitocratie serait une dégénérescence d'une forme spécifique de régulation du conflit social. La Belgique et l'Italie sont des cas extrêmes, où les partis ont une position de contrôle des groupes de pression, où l'expansion du secteur public, l'existence d'intercommunales et le nombre de postes à nomination politique permettent la présence accrue des partis. Le recrutement aux postes administratifs et politiques est largement monopolisé par les partis, la présence de personnel issu des partis politiques dans les centres de décision est dominante voire absolue (DEWINTER, 1996). La réponse à l'hypothèse présente s'oriente donc à priori plutôt vers l'affirmative.

La partitocratie se définit en tant que système faisant un large usage du patronage. Le patronage est une appropriation des ressources publiques au profit d'un parti ou d'une personnalité politique. Apparaît alors une relation de pouvoir entre des individus ou

groupes dans une position inégale, basée sur un échange de faveurs. Cette relation est rendue possible par d'importantes inégalités sociales et par un environnement culturel fortement affecté par des normes traditionnelles, où les patrons développent une « générosité » instrumentale. L'emploi de ce patronage dans une logique de clientélisme politique implique un contrôle par les partis sur les groupes de pression, les nominations dans le secteur public, la distribution de biens publics qui s'exerce plus facilement sur des populations précarisées, autrement dit, dans le cas de l'Italie et de la Belgique, la Wallonie et le Mezzogiorno. La montée du régionalisme padan ou flamand peut se comprendre en tant que réaction face à ce phénomène. C'est ainsi que, dans l'antagonisme entre la Wallonie et la Flandre, le Parti Socialiste actif en Wallonie et à Bruxelles représente l'ennemi juré de la N-VA, qui l'accuse d'être le défenseur des « profiteurs wallons » et de constituer une réelle mafia politique. Les récents remous de l'affaire *Publifin*, entre autres, ne font qu'appuyer le discours dénonciateur des régionalistes flamands. Il n'est pas anodin de constater que ce dernier scandale, consistant notamment en des rémunérations d'élus du Parti Socialiste allant jusqu'à 500 euros par minute, pour des réunions auxquelles ceux-ci n'étaient même pas tenus de participer, a à nouveau valu à la Belgique la triste comparaison avec le système italien : Stéphane Moreau, patron de la filiale Nethys, par ailleurs bourgmestre de la commune d'Ans, s'est vu gratifier du surnom de « Berlusconi wallon ».³

L'attitude opportuniste des partis régionalistes s'est ainsi dessinée au travers de la dénonciation de la partitocratie, mais il faut également noter que c'est paradoxalement cette même partitocratie qui a formé le lit du développement régionaliste, durant l'époque de dépolarisation qu'a connu l'ensemble de l'Europe. En Italie, il est clair que la LN, et partiellement Berlusconi aussi, a remplacé la démocratie chrétienne dans les « zones blanches » qui définissent les régions d'influence catholique, lorsque la DC a commencé à perdre sa crédibilité et que la guerre froide était terminée. La DC était également tellement corrompue que l'opération *Mains Propres* a eu raison d'elle. Il est intéressant d'observer que c'est dans ces régions blanches héritières du pilier consociatif chrétien que la Lega Nord fonctionne bien, ainsi que le mouvement de Berlusconi, concurrents dans le nord de l'Italie. La désintégration du pilier chrétien a

³ Voir http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/01/23/en-wallonie-le-ps-eclabousse-par-un-vaste-scandale_5067535_3214.html#Sig0Vdg66ehqpRgv.99, consulté le 22 février 2017.

donc favorisé l'émergence de partis régionalistes. En Belgique aussi, « l'Ontzuiling »⁴, ayant progressivement fait perdre au système de piliers son effet structurant, a permis à l'ancêtre de la N-VA, la Volksunie, de se présenter tel un parti « ontzuild » ou « niet verzuild », revenant ici à l'image de parti anti-système. La place pour les partis ni socialistes, ni libéraux ni catholiques s'est certainement accrue. La même chose pour l'Italie : la dépilarisation ne s'est pas uniquement effectuée pour la société catholique mais aussi pour le pilier communiste qui n'avait plus beaucoup de raisons d'existence depuis que l'union soviétique avait disparu. Il y a eu une désintégration importante du pilier rouge (Cf. Annexe, pp. 8-9).

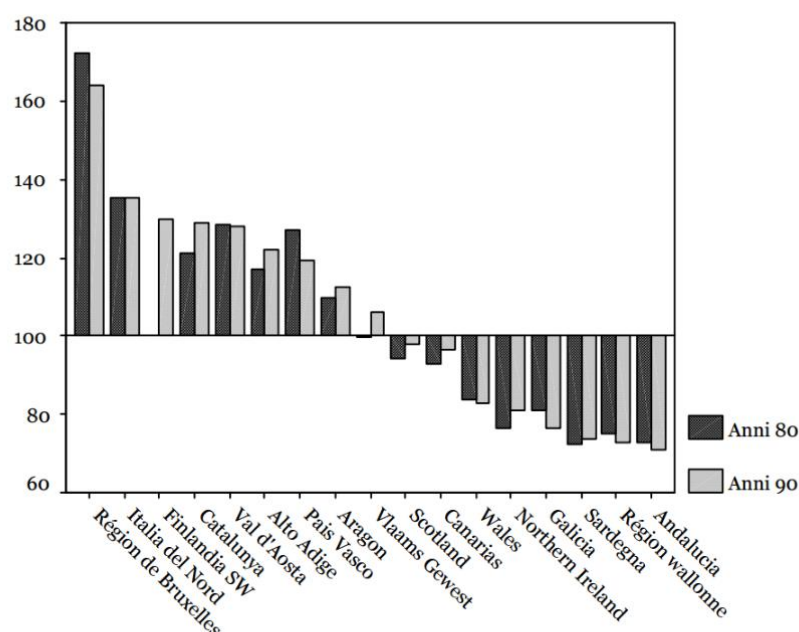
En somme, nous pouvons affirmer notre seconde hypothèse comme suit : La partitocratie va favoriser le développement des partis anti-partis, qui contestent cette partitocratie. Mais ils peuvent être de différents genres, par exemple écologistes : Ecolo, Groen/AGALEV, sont des partis qui défendent le renouveau politique, contre les excès de la partitocratie. Le régionalisme ou l'extrême-droite peuvent aussi se positionner comme anti-partis, car la nature de ces partis n'importe que de manière secondaire. Ce qui compte, c'est le discours de remise en cause du système existant et de l'establishment. Les partis régionalistes le font sur base de critiques anti-centralistes, les écologistes le font sur des thématiques écologistes, d'autres sur des valeurs post-matérialistes etc. Plusieurs axes de mobilisation peuvent être employés pour contester un régime trop partocratique (Cf. Annexe 1, pp. 7-8). Le développement de partis régionalistes de type conservateurs est donc une des conséquences possibles de la partitocratie, mais il n'y a pas de lien de causalité direct et nécessaire : des partis régionalistes conservateurs ont pu se développer dans des pays moins frappés par la dégénérescence du *party government*, et des régimes que l'on pourrait qualifier de partocratiques tel que le Royaume-Uni (dans une interprétation néanmoins différente de celle développée ci-dessus, axée sur le fonctionnement en duopole de

⁴ Le terme néerlandais « ontzuiling » renvoie à l'idée de dépilarisation, autrement dit l'effondrement de structures communautaires existantes pour une catégorie sociologique déterminée. L'ontzuiling se caractérise par le fait que les trajectoires en matière de vie quotidienne des individus ne sont plus influencées par les groupes idéologiques auxquels ils appartiennent, mais sur base d'une affiliation volontaire à un groupe social ou une organisation, en dehors du système de piliers traditionnel. Durant les années 60, la Belgique était fortement marquée par ce système de piliers. L'ontzuiling s'est produit avec la démocratisation et l'émancipation individuelle des décennies suivantes. L'influence des mass-media et de la télévision est importante dans la compréhension de ce processus, de par l'ouverture d'esprit qu'elle a offert aux membres des différents piliers consociatifs.

deux partis politiques) ont produit des partis régionalistes de tendance idéologique différente.

5.3 Une forte disparité économique entre deux régions d'un même pays favorise le développement d'un régionalisme conservateur.

Les régions de la Padanie ou de la Flandre étant en meilleure santé économique que leur pendant sud, certains groupes de pression appuient l'idée d'une indépendance régionale afin de maximiser l'activité économique de cette zone. Le Nord de l'Italie est la région la plus développée et productive du pays et la première partie de l'Italie à s'être industrialisée, notamment à Milan ou à Gênes. Avec un PIB estimé en 2007 de 834 700 000 000 €, l'Italie du Nord compte près de 54 % de l'économie nationale. Il en va de même pour la Belgique. 55% du PIB est issu de la Flandre, et cette tendance est restée inchangée entre les années 2000 et 2013 malgré les plans de développement économique en Wallonie tels que le Plan Marshall (GODIN, HINDRIKS, 2015). Cette tendance est également confirmée si l'on calcule la différence entre revenus *per capita* au niveau régional et revenus *per capita* au niveau national (cf. Illustration 4), où la disparité dans nord de l'Italie est singulièrement élevée. Elle l'est également en Flandre dans une moindre mesure. Ce qui apparaît également très nettement dans le graphique ci-dessous est la prédominance de partis régionalistes conservateurs dans les zones périphériques financièrement plus aisées. Ainsi, le nord de l'Italie, la Catalogne et la Flandre sont tous trois classés parmi les régions où le revenu par habitant est plus élevé que la moyenne nationale. À l'échelle de l'Espagne, force est de constater que la Catalogne, tout comme le Pays basque sont les deux provinces les plus riches et les plus industrialisées. Cependant, en Catalogne, c'est plutôt l'incapacité des dirigeants espagnols à faire vivre un État-nation moderne qui a incité la bourgeoisie barcelonaise à la fin du XIXe siècle à bâtir localement les structures inexistantes d'un point de vue national. Dans cette ville industrielle qui échangeait avec les marchés européens se développa une forte revendication identitaire, qui passait par la langue catalane codifiée en 1913 (TETART, 2010).

Illustration 4 : Ressources économiques des régions : revenu par habitant (80-90)Fig. 1. *The economic resources of the regions: per capita income (nation = 100)*

Source: Eurostat New Cronos-Regio database.

Note: Data about Finland started to be available only in 1994. The per capita income for each region compares to the national average excluding the region in question.

Même s'il existe des pôles productifs dans le sud de l'Italie, et que de nombreux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur de la capitale sont partis au nord à la recherche d'une offre élargie d'emploi, certaines problématiques demeurent dans la vie du Mezzogiorno italien : déficit de formation, faible productivité du travail, enclavement, mauvaise image auprès des investisseurs etc. (BOUILLAUD, 2005, p. 128). Il en va de même en Wallonie dans les villes de l'ancien bassin industriel de Charleroi et de Liège notamment, confrontées à l'explosion des chiffres du chômage depuis la fermeture progressive des activités sidérurgiques.

La disparité socio-économique entre nord et sud étant ainsi établie, il est tentant d'attribuer aux régions flamandes et padanes le titre de « région des nantis ». Ces régions nanties trouveraient dans les revendications régionalistes une manière d'exprimer un mécontentement face à des transferts financiers descendants jugés trop importants. L'optimisation de la répartition spatiale des richesses au sein d'un état et la révolte contre une fiscalité trop avantageusement méridionale est en effet un point important repris aussi bien dans les programmes électoraux de la N-VA que de la Lega Nord. Dans la plupart des études comparées à ce sujet, on confirme la prédominance

de la thèse d'un « régionalisme des riches », basé sur une différenciation entre PIB régional et PIB national (TRONCONI, 2011).

Les disparités économiques entre le nord et le sud italien sont visibles dès l'époque de l'unification, et peuvent être relatées comme suit : « *Alors que le Nord s'engage dès la seconde moitié du 19ème siècle dans la révolution industrielle, le Sud demeure une société agricole. Malgré les efforts de l'État italien pour industrialiser le Sud à partir des années 1960, l'écart de développement reste important. Depuis les études de Banfield (1958), les spécificités culturelles du sud de l'Italie, définies comme un "familialisme amoral", sont pointées comme l'une des causes de son sous-développement. Dans la même tradition, Robert Putnam (1993) a mis en exergue le clivage entre un Nord "civique" et un Sud "assisté" ancrés dans un long chaînage de pratiques sociales et politiques expliquant en partie les différences économiques et politiques territoriales. Ainsi, toute une tradition politologique perçoit le Nord et le Sud comme des systèmes politiques différenciés, le Sud cumulant différentes "pathologies" comme la corruption, la mafia, le clientélisme etc.* » (GOMEZ REINO, 2004, pp. 135-136)

Pour Lipset et Rokkan (1967), le processus de formation de l'État italien avait permis d'empêcher la formation du clivage territorial dans le système des partis politiques, contrairement à l'Espagne où le conflit territorial s'exprimait de manière directe dans le système des partis. Le clivage socio-économique ne se serait ainsi jamais réellement traduit dans le système partisan italien. Cependant, la dépilarisation des partis traditionnels dans le paysage italien dès les années 1970 a permis de nouvelles opportunités pour des entreprises partisans inédites (GOMEZ REINO, 2004). L'émergence de la Lega Nord serait ainsi plus liée à un clivage territorial nord-sud, rémanent (PUTNAM, 1993 ; MINGIONE, 1993). Dans l'après Seconde Guerre mondiale, l'État italien investit largement pour développer le Sud et créer une économie auto-soutenue, sans toutefois parvenir à réduire l'écart économique (PUTNAM, 1993, p. 158). La réaction autonomiste du nord serait donc une réaction aux efforts redistributifs de l'État italien vers le Sud. Mais tous les auteurs ne sont pas d'accord sur cette question (TRIGILIA, 1992). De plus, le régionalisme padan se nourrit tant de revendications économiques que de demandes d'auto-détermination et de reconnaissance de la diversité culturelle italienne et de la nation padane.

Durant les années 1970 et 1980, les mobilisations politiques territoriales en Italie s'appuient d'abord sur le concept de "minorités nationales" dans les régions du nord de l'Italie, avant de s'étendre aux régions ordinaires du Piémont puis dans toutes, les régions du nord de l'Italie (GREMMO, 1992). C'est en Vénétie que se trouvent les racines de la LN, où elle est représentée dès 1984, ainsi qu'en Lombardie, où elle est représentée à partir de 1987. S'il est vrai que des groupes ethniques existent dans les régions à statut spécial du Nord (Val d'Aoste et minorités slaves dans le Frioul), seule la population de langue allemande dans le Haut-Adige (Tyrol du Sud) est officiellement reconnue en tant que minorité ethnique (GOMEZ REINO, 2004).

Un facteur institutionnel a prédominé dans la construction d'une différenciation entre le nord et le sud : les différences créées par la Constitution italienne entre régions ordinaires et régions spéciales ont incité de nouvelles demandes dans les autres régions qui n'avaient pas reçu les droits spécifiques attachés à la condition de région spéciale. Les régions de Lombardie, Piémont et Vénétie ont alors joué un rôle d'entrepreneurs politiques et réclamé le statut de "région spéciale". Les causes du régionalisme italien ne se trouvent donc pas dans le « potentiel ethnique » (GOMEZ REINO) d'un pays mais dans la « disponibilité de l'ethnicité comme un principe de légitimité pour l'acquisition de nouveaux droits collectifs ». La montée en puissance du régionalisme a également été favorisée par l'union de l'ensemble des partis autonomistes du nord italien, conjuguée à la décomposition politique alors en œuvre.

Le lien entre disparité économique et régionalisme étant ainsi approfondi, il y a lieu de se questionner sur la prédominance de mouvements autonomistes conservateurs dans les régions économiquement favorisées. Tant les régions bavaoises en Allemagne que la Flandre ou la Padanie sont caractérisés tant par un régionalisme de type PRC que par une meilleure santé économique. Doit-on y voir une instrumentalisation politique de la part d'une certaine élite économique ? Cela fait probablement partie de « l'agenda caché » des régionalismes, caché au sens économique. Pour des raisons culturelles ou historiques, certains souhaitent avoir un régime plus libéral que le régime fédéral national qui existe. Pour la Lega, les études (Cf. Annexe 1, p. 7) montrent que l'électorat de celle-ci est composé de la petite bourgeoisie du nord, qui est très productive. Ce ne sont pas de gros industriels mais plutôt les petites entreprises du nord qui soutiennent la LN. En cela, il existe un parallèle certain entre cette situation et le parrainage assez présent en Belgique

envers la N-VA par le VOKA (Vlaams Netwerk van Ondernemingen), réseau d'entreprises flamand représentant plus de 17 000 sociétés qui totalisent 65 % du marché de l'emploi privé. Il ne s'agit pas d'un soutien de la part des grands industriels ou du grand patronat (incarné plutôt par la FEB) mais plutôt des petits entrepreneurs, associations de commerçants et artisans. Dans le cas de la Lega Nord, ce lien de parrainage doit cependant être relativisé. Même si la LN cherche à développer des organisations collatérales pour représenter des catégories sociales spécifiques comme les catholiques, les ouvriers, les entrepreneurs etc., force est de constater que la visibilité sociale de la LN, qui souhaitait devenir un parti de masse, reste modérée. Les efforts consentis pour ouvrir le parti à la société dans son ensemble et devenir un catalyseur d'intérêts différents est un échec. Les organisations périphériques du parti restent marginales (GOMEZ REINO, 2004). Il n'en reste pas moins que l'Italie du Nord industrielle voudrait ne plus payer pour le Mezzogiorno moins développé, tout comme la Flandre, en Belgique, qui ne souhaite plus participer au financement de la Wallonie. L'Écosse aspire à l'autonomie, car elle disposerait d'une zone économique exclusive, lui donnant accès aux richesses pétrolières de la Mer du Nord dépendant aujourd'hui de la Grande Bretagne dans son entier. (TETART, 2010).

En conclusion provisoire à la présente hypothèse, notons que le différentiel économique n'est pas suffisant pour expliquer et comprendre l'émergence des nationalismes régionaux, mais qu'il favorise celui-ci à travers des mesures de différenciation institutionnelles ainsi que par le soutien qu'obtiennent les partis régionalistes conservateurs de la part d'un électorat plus sensibles aux approches idéologiques néo-libérales.

5.4 Les partis régionalistes conservateurs doivent leur succès à la présence d'un leader charismatique.

Quel rôle jouent auprès de l'électorat des personnalités célèbres telles qu'Umberto Bossi, leader de la Lega Nord ? Quel est l'impact de la présence médiatique soutenue des leaders régionalistes ? Bart de Wever, président de la N-VA, occupe depuis plusieurs années en Belgique le top du ranking des personnalités politiques les plus appréciées. Dans l'ouvrage de Dewinter, Della Porta et Deschouwer précité, l'une des

conséquences des régimes partitocratiques est le rôle-clé des leaders politiques. En effet, la partitocratie est caractérisée par la présence de partis politiques de masse (PASQUINO, 1990). Ces partis sont capables de créer une cohésion sociale sur une base subculturelle, à savoir les piliers chrétiens et socialistes (DC et PCI en Italie, PSC et POB devenu PS en Belgique). Les leaders de ces partis de masse gardent un rôle important et un pouvoir incontesté sur les populations intégrées dans ces piliers, désignables en « classe gardée ». Cependant, la définition de parti de masse s'applique dans ce cadre plutôt aux partis traditionnels. Le leadership charismatique n'est donc certainement pas le monopole des formations régionalistes. Mais le couplage des thématiques sécuritaires ou xénophobes avec un bon orateur peut décupler leurs effets respectifs.

L'idée du leader incarnant les valeurs et les souhaits de son peuple, adulé comme un Dieu car il a connu l'époque des catacombes du parti, où le parti ne représentait rien électoralement parlant est très bien illustrée par des personnalités comme Bart de Wever ou Bossi en Italie. La culture du leadership charismatique se retrouve dans les partis populistes et régionalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. (Cf. Annexe 1, p. 5). Umberto Bossi possédait une aura de longue date, lui ayant valu le surnom de « Il Senatur », tandis que De Wever a construit son leadership grâce à son sens de l'humour mis en exergue dans l'émission *Slimste mens ter wereld*. Umberto Bossi n'a donc pas employé les mêmes mécanismes dans les années 80 en Italie, et n'avait pas non plus ce sens de l'humour.

Le discours régionaliste est par définition toujours un discours clivant : nous et eux. Le degré de clivage peut varier dans la manière dont le « eux » est vu d'une manière radicale ou non. Le « eux », pour la N-VA, c'est le wallon, l'immigré... Dans ce discours, il est inhérent que le « nous » doive en conséquence se définir et s'illustrer, de préférence par une personnalité forte, un modèle incarnant la spécificité régionale. La popularité des personnalités politiques des PRC est également influencée par le choix des portefeuilles ministériels que ceux-ci ont opéré. Théo Francken n'était qu'un simple secrétaire d'Etat. Il est devenu l'homme politique le plus populaire de Flandre à cause de la crise des réfugiés syriens. Jan Jambon, ministre de l'intérieur, a été catapulté grâce à la crise terroriste. Il est devenu l'homme qui défend le citoyen des attaques terroristes. La N-VA a ainsi acquis une portée télévisée centrale. Il y a ici également un facteur chance (cf. Annexe 1, p. 13) ou au mieux, un facteur stratégique.

Notons également que certains partis qui sont mieux équipés idéologiquement pour instrumentaliser certains enjeux. Ainsi, un discours conservateur aura toujours un écho plus puissant en périodes de grands bouleversements perturbant les référents sociétaux.

Mais à nouveau, le rôle du leader charismatique n'est pas suffisant à lui-seul pour expliquer le succès des PRC (GOMEZ REINO, 2004). Il faut comprendre son rôle dans l'emploi de l'action symbolique au sens large. A défaut de structures professionnalisées se développent des répertoires d'action inédits. En organisant des manifestations folkloriques incarnant l'identité padane comme à Pontida, la LN capte l'attention du public, ce qui constitue une part notable de sa stratégie politique. Ces rituels ont pour fonction d'établir le lien entre leaders, élites et adhérents (GOMEZ REINO, 2004). Ils mettent également en scène l'unité et la solidarité du parti, à travers le « Parlement du Nord », soutenant le droit à l'autonomie politique de sa région. La publicité qui était faite de ces mises en scène était plutôt négative, mais celle-ci a renforcé involontairement le dualisme du « nous » et « eux ». La Lega Nord excellait en effet dans l'exploitation des médias italiens, acceptant toute couverture médiatique, considérant que toute polémique était bonne à prendre puisque propageant l'image du parti. Cette publicité à tout prix est d'autant plus nécessaire à la LN qui s'est enfermée dans une identité padane de laquelle elle ne peut désormais plus s'extirper, même si cette identité ne constitue plus la principale source son réservoir électoral.

6. Conclusion

La réponse à la question de recherche initiale peut être ici résumée en quatre temps. Premièrement, le succès des partis régionalistes conservateurs peut être mis en lien avec la globalisation, mais dans une perspective plutôt politique qu'économique. La perte de référents identitaires à travers l'abolition des frontières peut expliquer le regain d'intérêt pour des partis régionales conservateurs prônant le *statu quo* ou le *statu quo ante* en matière culturelle, notamment à travers une focalisation sur une identité régionale.

Deuxièmement, le phénomène partitocratique a eu un effet certain sur le développement de partis régionalistes de type conservateurs, mais le lien de causalité n'est ni direct ni obligatoire : des partis régionalistes conservateurs ont pu se développer dans des pays moins frappés par la dégénérescence du *party government*, et des régimes que l'on pourrait qualifier de partitocratiques ont produit des partis régionalistes de tendance idéologique différente.

Ensuite, concernant la troisième hypothèse, qui soutenait l'idée qu'une disparité économique importante entre deux régions favoriserait les PRC doit à nouveau être nuancée, même si elle est vérifiable. Une inégalité économique entre régions n'est pas suffisante pour expliquer et comprendre l'émergence des nationalismes régionaux, mais elle favorise ceux-ci à travers des mesures de différenciation institutionnelles ainsi que par le soutien qu'obtiennent les partis régionalistes conservateurs de la part d'un électorat mieux placé socio-économiquement et plus sensibles aux approches idéologiques néo-libérales.

Enfin, la théorie du rôle du leader charismatique dans le succès des PRC peut également être validée, pourvu que soit à nouveau inclus dans cette validation la nuance qu'il ne s'agit nullement d'une condition suffisante. Plus largement, l'emploi efficace de la symbolique, notamment à travers la représentation de communautés imaginaires (ANDERSON, 2006) est un facteur prépondérant dans le succès des PRC.

Précisons encore les limites de cette recherche : l'étude comparée a permis de fournir un cadre explicatif englobant relatif aux partis régionalistes conservateurs d'Europe occidentale ; néanmoins, ceux-ci ne concernent eux-mêmes qu'une part restreinte de la famille des partis régionalistes, et les hypothèses et facteurs explicatifs développés ci-dessus ne s'entendent que dans le cas bien précis des partis politiques précités. Les partis régionalistes catalans ou écossais, à titre d'exemple, fonctionnent sur base de dynamiques bien distinctes et combinent leurs revendications régionalistes à d'autres courants idéologiques.

La thématique choisie pour ce travail bénéficiant d'un véritable *Mare Magnum* littéraire, notamment concernant la question du populisme ou du régionalisme italien, il fut chose aisée que d'établir une bibliographie fournie. En revanche, les problématiques abordées dans ces ouvrages étant très variées et analysées sous des angles aussi divers qu'intéressants, rester au sein des limites conceptuelles de ce travail représente

un véritable enjeu. C'est pourquoi nous avons pris la liberté de nous écarter par moments de notre objet d'étude initial afin de le cadrer dans l'étude plus large du régionalisme ouest-européen. L'analyse des partis régionalistes conservateurs amène également à d'autres types de débats qui pourraient faire l'objet d'un travail complémentaire mais hors des limites du sujet présent : pourquoi l'Italie n'a-t-elle pas connu un processus de fédéralisation tel que la Belgique ? Le projet d'intégration européenne est-il mis en péril par l'existence de partis régionalistes ? Quel avenir pour les partis régionalistes conservateurs ?

Nous pouvons appréhender les possibles futurs des PRC en observant leur stratégie politique actuelle. Bien qu'éminemment en rejet des institutions incarnant l'état central, nombre d'entre eux ont pratiqué des alliances avec des partis nationaux, reléguant ainsi au second plan leurs revendications régionalistes. Certains, comme la Ligue du Nord ou la N-VA, participent à des coalitions gouvernementales, ce qui peut sembler paradoxal au vu de leur bagage idéologique. Mais il s'agit là d'un choix tactique loin d'être irréfléchi de la part des autonomistes. Bien que présente au gouvernement, la N-VA a récemment fait parler d'elle dans l'actualité médiatique en publiant un nouveau manifeste dans lequel elle défend une recalibration du nationalisme flamand et du confédéralisme. Elle estime ouvertement qu'il existe deux visions antagonistes et inconciliables dans l'ensemble des dossiers sur la table, ce qui est selon De Wever la preuve qu'il y a deux démocraties en Belgique, deux systèmes de pensée. Il y a, tout comme en Italie, une séparation des esprits qui à long terme contribue en réalité à la stratégie de la N-VA, de distinguer deux peuples en Belgique et de remettre ainsi l'unité du pays en question. Le confédéralisme défendu par la N-VA est en général une forme instable, qui finit par aboutir à la séparation pure et simple des entités.

L'avenir des PRC sera, quoi qu'il advienne, influencé par l'OVNI institutionnel⁵ qu'est l'Union Européenne. Il paraît de plus en plus difficile aujourd'hui d'empêcher un « divorce entre peuples », si les époux ne souhaitent plus vivre ensemble et que le pacte étatique se révèle inadapté. Dans ce contexte, l'UE se présentait comme un cadre supranational rassurant (TETART, 2010, p.15). Mais la sortie du Royaume-Uni ne montre-t-elle pas les limites de l'effet *Spill over* de l'Union Européenne ? Rappelons tout de même que cette même Union Européenne fut le principal acteur de la

⁵ Expression employée par l'ex-Président de la Commission européenne, Jacques Delors.

reconstruction nationale dans la région des Balkans, morcelée à souhait. L'atout principal de la gouvernance multi-niveaux contemporaine réside dans le fait que les institutions européennes ne sont pas perçues telles des rivales étatiques. En offrant aux nationalismes régionaux européens une structure institutionnelle aux valeurs universelles, l'Union européenne « *permet la reconnaissance des identités et des autonomies dans un cadre protecteur et peut par conséquent contribuer à juguler les excès du nationalisme.* » (TETART, 2010, p. 15)

Nombre de caractères (espaces inclus) : environ 89 000

7. Bibliographie

Revue et articles scientifiques

- ALEXANDRE-COLLIER Agnès, JARDIN Xavier. *La nouvelle carte électorale du conservatisme européen*. In : **Revue internationale de politique comparée**, Vol 16, (2009) pp. 583-594.
- BOUISSOU Jean-Marie, POMBENI Paolo. *Grandeur et décadence de la « partitocratie redistributive régulée ». L'évolution du système politique au Japon et en Italie depuis la guerre*. In : **Revue française de science politique**, Vol 51/4, (2001) pp. 545-567.
- DANDOY Régis, *Ethno-regionalist parties in Europe: a typology*. In: **Perspectives on Federalism**, Vol. 2/2 (2010) pp 149-170.
- D'ATENA Antonio, *Le régionalisme italien et ses racines culturelles*, In : **Civitas Europa**, N° 30. (2013) pp. 41-53.
- DESCHOUWER Kris, DE WINTER Lieven, DELLA PORTA Donatella. *Partitocracies between crises and reform: the cases of Italy and Belgium*. In : **Res Publica : Belgian Journal of Political Science**. Vol. 38/2 (1996).
- DE WINTER Lieven. *Particratie als blokkade*. In: **De Nieuwe Maand**, Vol. 10/5 (1981), pp. 334-346.
- DE WINTER Lieven. *Particratie : een gemiste kans?*. In: **Kultuurleven**, Vol. 24/5 (1981), pp. 421-423.
- DE WINTER Lieven, GOMEZ-REINO M. *European integration and ethnoregionalist parties*. In: **Party Politics**, Vol. 8/4 (2002) pp. 483-503.
- DE WINTER Lieven, TURSAN H. *Les partis ethno-régionalistes en Europe*, In : **Revue internationale de politique comparée**, Vol. 5/1 (1998).
- GOMEZ-REINO CACHAFEIRO Margarita. *La Lega Nord : mobilisation et revendication du « nationalisme padan »*, In : **Pôle Sud**, n°20 (2004) pp. 133-146.
- GODIN Mattéo, HINDRIKS Jean. *Disparités et convergence économiques : rattrapage économique wallon?*, In : **Regards économiques**, Vol 120 (2015).
- GORDIN Jorge P. *The Electoral Fate of Ethnoregionalist Parties in Western Europe: A Boolean Test of Extant Explanations*, In: **Scandinavian Political Studies**, Vol. 24/2 (2001).

- JEFFERY Charlie. *L'émergence d'une gouvernance multi-niveaux dans l'Union européenne : une approche des politiques nationales*. In : **Politiques et management public**, vol. 15, n° 3 (1997).
- MINGIONE E. *Italy, the resurgence of regionalism*. In: **International Affairs**, Vol. 69/2 (1993).
- PASQUIER Romain, PERRON Catherine. *Régionalisations et régionalismes dans une Europe élargie : les enjeux d'une comparaison Est-Ouest*. In : **Revue d'études comparatives Est-Ouest**, vol. 39, n°3. Régionalisation et régionalisme d'Ouest en Est. (2008) pp. 5-18.
- RIHOUX Benoît. *Partis politiques et mouvements sociaux : d'où venons-nous, où allons-nous ?* In : **La revue nouvelle**, n° 3 (2004).
- SWYNGEDOUW Marc, ABTS Koen. *Les électeurs de la N-VA aux élections fédérales du 13 juin 2010*, In : **Courrier hebdomadaire du CRISP**, n° 40 (2011) pp. 5-31.
- TÉTART Frank. *Les nationalismes « régionaux » en Europe, facteur de fragmentation spatiale ?* In : **L'Espace Politique** [En ligne], 11 | 2010-2, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 01/04/2017. URL : <http://espacepolitique.revues.org/1647>

Monographies

- ANDERSON Benedict (Revised edition, 2006). *Imagined Communities. Reflections on the origins and spread of nationalism*, Verso Editions, 234p.
- BETZ Hans-Georg (2004). *La droite populiste en Europe, extrême et démocrate ?* Editions Autrement, 249p.
- DE WINTER Lieven (1994). *Non-state-wide parties in Europe*, 198p.
- DE WINTER Lieven, TURSAN Huri (1998). *Regionalist parties in western Europe*. Routledge edition, 278p.
- FREEDEN Michael (1998). *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*. Oxford Scholarship Online, 592p.
- IGNAZI Piero (2003). *Extreme Right Parties in Western Europe*. Oxford University press, 270p.
- JOLLY Seth Kincaid. (2015). *The European Union and the Rise of Regionalist Parties* (New Comparative Politics). University of Michigan Press, 252p.
- KEATING Michael (1998). *The new regionalism in western Europe. Territorial restructuring and political change*. Edward Elgar publishing, 242p.
- KEATING Michael (2004). *Regions and regionalism in Europe*. Edward Elgar Publishing, 692p.

- MAZZOLENI Oscar (2017). *Les défis du régionalisme politique en Suisse : le Tessin et ses relations avec Berne*, Editions Slatkine, 240p.
- MUDDE Cas (2007). *Populist radical right parties in Europe*. Cambridge University Press, 384p.
- PANEBIANCO A. (1988). *Political Parties: Organisation and Power*, Cambridge, Cambridge University press, 336p.
- TRONCONI Filippo (2009). *I partiti etnoregionalisti: la politica dell'identità territoriale in Europa occidentale*. Ed. Il Mulino, 220p.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- BOUILLAUD Christophe. *La Lega Nord, ou comment ne pas réussir à être populiste (1989-2002)*. In : **La tentation populiste au cœur de l'Europe**. Sous la direction de Janine Chêne, Olivier Ihl, Éric Vial, Ghislain Waterlot, Ed. La Découverte (2003), pp. 130 – 145.
- BOUILLAUD Christophe. *La ligue Nord et les politiques publiques italiennes. Influence, instrumentalisations et échecs (1991-2004)*. In : **Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?**, DELWIT Pascal, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles (2005), pp. 119-146.
- BULLI Giorgia, TRONCONI Filippo. *The Lega Nord*. In: **From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Representation** (2011), pp. 51-74.
- CONTI Nicolò, COTTA Maurizio, TRONCONI Filippo. *La fin de la "partitocratie" italienne : une ouverture de l'espace de la compétition politique ?* In : " **Les transformations des systèmes de partis dans les démocraties occidentales. La théorie du parti-cartel en question**, Paris : Presses de Sciences Po (2007).
- DELWIT Pascal. *Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe*. In : **Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?**, DELWIT Pascal, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles (2005), pp. 7-20.
- DELWIT Pascal. *Les partis régionalistes, des acteurs politico-électoraux en essor ?* In : **Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?**, DELWIT Pascal, Ed. de l'Université Libre de Bruxelles (2005), pp. 51-84.
- GOMEZ Marga, DE WINTER Lieven, LYNCH Peter. *Autonomist Parties*. In: **Handbook of Territorial Politics**, Edward Elgar, Eds. Klaus Detterbeck & Eve Hepburn (2017).⁶

⁶ Ouvrage en cours d'élaboration. Version actualisée au 10 mai 2017 reçue personnellement par DE WINTER Lieven.

Thèses ou mémoires

- BUYLE Benjamin. *Les partis régionalistes en Europe et leur impact électoral : étude comparée des cas flamand, breton et basque : N-VA, UDB et PNV : les facteurs explicatifs du vote régionaliste*. Benoît Rihoux, promoteur.

Working papers

- DE WINTER Lieven. *The impact of European integration on Ethnoregionalist Parties*. Barcelone, ICPS, Working papers (2001), n°195.
- CHITI-BATELLI Andra. *Pour une étude globale du problème régionaliste*, in : **L'autonomie. Les régions d'Europe en quête d'un statut**, Actes du colloque international de Saint-Vincent, 01 au 03 décembre 1980.
- RICHARD LUTHER Kurt, MULLER-ROMMEL Ferdinand. *Political parties in a changing Europe* (2002), School of Politics, International Relations and the Environment (SPIRE), Keele University Press.

Articles de presse et autres

- ARTE TV, La menace populiste en Europe, <http://info.arte.tv/fr/la-menace-populiste-en-europe-0>, publié le 18 mars 2014, consulté le 20 avril 2017.

8. Annexes

8.1. ANNEXE 1

Collecte de données qualitatives en vue de l'élaboration du travail de fin d'études du
Master 60 en Sciences Politiques, Orientation générale

Retranscription d'entretien semi-directif réalisé suite à une rencontre avec Mr Lieven De Winter, professeur ordinaire à l'Ecole des Sciences politiques et sociales / Louvain School of Political and Social Sciences de l'Université Catholique de Louvain

Entrevue effectuée le 09/05/2017 de 13h00 à 13h50, au bureau de Mr De Winter, Collège Jacques Leclercq, Louvain-la-Neuve.

Liste d'abréviations employées :

MC : Mélissa Cornelis (enquêteur)

LDW : Lieven de Winter (interviewé)

LN: Lega Nord, Ligue du Nord (Italie)

VB : Vlaams Belang (Belgique)

VU : Volksunie (Belgique)

DC : Democrazia Cristiana, Démocratie Chrétienne (Italie)

[Ndlr : La rencontre démarre par une présentation de l'interviewer, des objectifs et du déroulement de l'entretien, des remerciements préalables et d'une demande d'autorisation pour effectuer un enregistrement audio ainsi qu'une prise de notes].

MC : la comparaison entre la NVA et la LN est-elle pertinente ?

LDW: Oui, il n'y a aucune objection à effectuer une comparaison binaire entre ces deux partis. La comparaison serait moins pertinente si l'on cherchait à comparer la LN avec le VB (Vlaams Belang), encore que certains éléments indiquent un glissement de la

Lega Nord vers l'extrême droite. Mais ce glissement peut aussi s'observer à la N-VA, qui se tourne occasionnellement vers un discours plus xénophobe. Son évolution entre 2010 et 2014 tient surtout du fait qu'elle a su séduire l'électorat du Vlaams Belang. La N-VA devient plus sensible à ce discours mais essaie d'éviter les expressions les plus racistes. La Lega Nord est avant tout un parti purement régionaliste. Tout comme la N-VA, il se présente uniquement au Nord du pays. Mais elle est plus ouvertement raciste que la N-VA, elle affirme plusieurs registres xénophobes et régionalistes. Les programmes et la symbolique sont intéressants à comparer, même s'ils possèdent d'importantes différences en termes de degrés (d'intensité). En ce qui concerne les propositions d'autonomie de la région, la LN n'a pas un parcours très linéaire. Ils ont été séparatistes, fédéralistes, dévolutionnistes, régionalistes... donc vraiment tout. Sur les questions européennes ils se sont d'abord positionnés comme europhiles, ensuite comme europhobes, leurs discours et leur logique sont moins constants que ceux de la N-VA. Lorsque la N-VA s'est séparée de la VolksUnie, qui représentait la frange plus dure des régionalistes, qui défendait le confédéralisme ou l'indépendance de la Flandre.

MC: Je souhaiterais comparer le parcours de la N-VA et de la LN depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui. Que pensez-vous de cette délimitation chronologique ?

LDW: Umberto Bossi a participé pour la première fois à des élections régionales en 1983 il me semble. (ndlr : Il est élu sénateur lors des élections générales du 14 juin 1987). Cela peut être un point de départ temporel. Ce qui est certain c'est qu'avant cela il n'y avait pas de réel régionalisme institutionnalisé dans le nord de l'Italie. Pour la N-VA, c'est différent, il y a deux possibilités : soit quand celle-ci a été effectivement créée, c'est-à-dire lors de la scission et de l'éclatement de la Volksunie, soit étudier le régionalisme flamand depuis la création de la Volksunie elle-même depuis 1954. Pour la N-VA, il peut être plus intéressant de commencer en 2001 lors de la scission, ce qui sera plus clair. Ce moment marque la séparation entre les post-nationalistes, le centre néo-libéral (mid-left liberals, donc Spirit) et les conservateurs indépendantistes de la

N-VA. Il y a donc une temporalité quelque peu différente. Dans les années 90, la LN entre déjà au gouvernement, avec le premier gouvernement Berlusconi, récoltant à l'échelle nationale 11% des voix, avec un électorat issu du nord uniquement, ce qui signifie qu'elle y était majoritaire dans cette région. (*ndlr: Le gouvernement Berlusconi I (Governo Berlusconi I en italien) est le gouvernement de la République italienne entre le 10 mai 1994 et le 22 décembre 1994, durant la XIIe législature du Parlement.*) La LN devient un parti prédominant dès cette décennie, tandis que lorsque la N-VA a été créée, ils ne possédaient qu'un seul député (Bourgeois). La Lega était déjà présente dans le gouvernement Berlusconi à cette époque, donc l'évolution au pouvoir est différente. Lorsque la N-VA est entrée au pouvoir, du moins dans le gouvernement flamand, c'est grâce à son alliance/cartel avec le CD&V en 2004. Un parti n'est pas structurellement membre du gouvernement ou de l'opposition. Tant la LN que la N-VA ont eu une participation politique importante dans les gouvernements régionaux et nationaux.

MC: La N-VA, dans son expérience plus récente de participation au gouvernement fédéral, ne montre-t-elle pas un paradoxe idéologique, qui est de participer à un gouvernement national avec des valeurs régionalistes?

LDW: Oui et non. Il est étonnant que la N-VA ait pu si facilement abandonner toute demande ou revendication d'autonomie ou de fédéralisation dans le gouvernement Michel. La N-VA a conclu un pacte avec les partis wallons, qui était de mettre ces revendications au frigo. Et de fait, le gouvernement Michel n'a fait aucune avancée dans le sens de la fédéralisation. Récemment, nous avons néanmoins vu dans l'actualité médiatique que la N-VA a publié un nouveau manifeste dans lequel elle défend une recalibration du nationalisme flamand, du confédéralisme etc.

MC: effectivement, la notion de confédéralisme est réapparue récemment dans les médias...

LDW: oui et à ce moment-là, la N-VA s'est exprimée en disant qu'elle avait accepté de reléguer les questions autonomistes au second plan mais qu'il était important de

rappeler que tous les dossiers fédéraux belges comportent un aspect communautaire. La N-VA estime qu'il y a deux visions antagonistes et inconciliables dans ces dossiers, ce qui est selon De Wever la preuve qu'il y a deux démocraties en Belgique, deux systèmes de pensée. Peu importe que les dossiers aient effectivement un lien avec des matières communautaires, d'ailleurs. Donc on pourrait dire que c'est un creeping, une séparation des esprits qui à long terme contribue tout de même à la stratégie de la N-VA, de distinguer deux peuples en Belgique et remettre l'unité du pays en question. Le confédéralisme défendu par la N-VA est en général une forme instable, qui finit par aboutir à la séparation pure et simple des entités.

MC: Je vais vous présenter par après les 4 hypothèses développées au sein de mon travail pour comprendre les causes du succès de ce type de partis. Mais avant cela, je me pose la question, dans la partie introductive du travail, de l'adjectif populiste qui est souvent employé pour désigner ce type de partis. Pensez-vous que le populisme soit une caractéristique de ce type de partis, ou s'agit-il d'un glissement vers lequel ont tendance à aller tous les partis politiques, même traditionnels? (11'28)

LDW: Le terme populisme peut être éclairé par les écrits de CAS MUDDLE, qui a tenté de définir celui-ci en étudiant le far-right populism. Il y a l'idée d'une opposition entre d'une part le "bon" peuple qui a du bon sens, qui travaille et puis d'autre part les "mauvaises" élites, qui sont déconnectées de la vie réelle, qui profitent. Le populisme se retrouve dans le cas des partis régionalistes dans le sens où ceux-ci emploient des éléments de ce discours: Les mauvaises élites sont celles qui tiennent les rennes du pays, de l'état unitaire, que ce soit Rome ou Bruxelles, les Siciliens ou les Wallons etc. Il s'agit aussi d'un discours xénophobe dans le cadre du rejet d'une partie de la population, mais ce sont les élites qui sont corrompues, qui empêchent la nation flamande ou la nation lombarde d'obtenir ses droits sacrés selon ces partis. Il y a aussi quelque part un discours populiste dans n'importe quel parti régionaliste, y compris un parti régionaliste de gauche. Pour les écossais par exemple, le discours anti-élites

est très présent, on dénonce la corruption des élites de Westminster, qui va à l'encontre de ce que souhaitent les écossais. Le populisme est donc inhérent au nationalisme régionaliste. Un autre aspect dans le populisme qui se retrouve ici est le rôle du leader charismatique: le peuple est représenté par un leader qui incarne les valeurs et les souhaits de son peuple, qui est adulé comme un Dieu car il a connu l'époque des catacombes du parti, où le parti ne représentait rien électoralement parlant, comme Bart de Wever ou Bossi en Italie. La culture du leadership charismatique se retrouve dans les partis populistes et régionalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite.

MC: C'est certain que le parallèle entre le leadership de Bart de Wever et celui d'Umberto Bossi paraît pertinent. C'est d'ailleurs la quatrième de mes hypothèses...

LDW: Certainement, Bossi est le portrait d'un leader charismatique, tandis que Bart de Wever est devenu charismatique en Flandre grâce à l'émission de *slimste mens ter wereld*. Raoul Hedebouw devient également très populaire en Flandre grâce à sa participation à cette émission. Bossi n'a pas employé ces mêmes mécanismes dans les années 80 en Italie, il n'avait pas non plus ce sens de l'humour.

MC: Puisqu'on en est à parler de la fonction du leader charismatique, qui se situe dans une perspective d'analyse causale du succès des partis régionalistes conservateurs à un niveau individuel, pensez-vous que le leadership charismatique soit animé aussi par la structure politique du pays? Est-ce uniquement la personnalité du politicien qui lui permet d'avoir du succès ou y a-t-il aussi un contexte politique qui favorise ce charisme? Je pense notamment au fait que la Belgique et l'Italie sont toutes deux considérées comme des partitocraties.

LDW: A ce moment là oui, on peut dire que les élites politiques dans une partitocratie sont des élites partisans. Les partis régionalistes vont adopter un style contraire à ces partis traditionnels qui font partie de cette partitocratie, qui sont les "mauvais". Donc ils vont plutôt se présenter comme mouvements, *lega*, *allantie* etc, bien qu'ils fonctionnent comme des partis ordinaires. Pour tout ce qui est nation politique, la N-

VA souhaite sa part du gâteau et devient très traditionnelle à cet égard. Et la Lega Nord, lorsqu'elle est arrivée au pouvoir avec Berlusconi, elle a aussi demandé sa part de nation politique. Mais ces partis essaient de garder ce style de "partis anti-partis", c'est ce qui est typique chez eux. Ils veulent, dans une logique populiste, représenter tout un peuple, alors qu'un parti est une partie de quelque chose, qui divise le peuple. Un mouvement ou une ligue porte une image rassembleuse. VolksUnie utilisait par son nom cette même idée rassembleuse, pas uniquement la gauche ou la droite.

MC: Ma deuxième hypothèse est que les partis régionalistes conservateurs vont se développer dans les pays où il existe une forte disparité économique entre deux régions d'un même pays.

LDW: C'est une bonne question. Un étudiant (FILIPPO TRONCONI) (ndlr: <https://scholar.google.be/citations?user=DmE2x4AAAAJ&hl=nl>) a testé plusieurs partis régionalistes européens pour déterminer les causes de leur succès. Parmi les facteurs étudiés se retrouve la richesse régionale, le PIB régional comparé au PIB national. L'hypothèse du régionalisme des régions riches apparaît donc, mais il y a aussi présence d'un nationalisme régional des régions pauvres. Plusieurs études ont été menées après-guerre sur les partis régionalistes. Dans la littérature, le régionalisme des régions riches est plus prédominant que le régionalisme des régions pauvres. Dans plusieurs pays ce "régionalisme des pauvres" est même absent, comme en Wallonie. Il y a des cas où le régionalisme s'appuie sur des régions plus pauvres, mais dans votre analyse ce n'est pas le cas. Dans la plupart des études comparées, on confirme la prédominance de la thèse du "régionalisme des riches". [Discussion informelle sur un inventaire de la littérature sur le régionalisme].

MC: On voit aussi qu'il y a un rapprochement entre partis régionalistes des régions dites des "nantis", qu'il s'agisse de la Flandre ou de la Padanie, et les syndicats patronaux. On voit notamment que la N-VA est assez proche de la VOKA, qui soutient ouvertement la N-VA. Peut-on voir dans ces partis régionalistes l'expression d'un mécontentement d'une élite économique qui souhaite défendre

ses intérêts économiques? Notamment via une diminution de la fiscalité, diminution des transferts financiers...

LDW: Oui, cela fait partie de l'agenda caché des régionalismes, agenda caché au sens économique. Lorsqu'on soutient plus d'autonomie, on soutient avec plus de force les entrepreneurs (ndlr: phrase à clarifier). Pour des raisons culturelles ou historiques, on souhaite avoir un régime plus libéral que le régime fédéral national qui existe. Pour la Lega, les études montrent que l'électorat de celle-ci est composé de la petite bourgeoisie du nord, qui est très productive. Ce ne sont pas de gros industriels mais plutôt les petites entreprises du nord. En cela, cela ressemble un peu aussi à la VOKA. C'est pas la FEB du grand patronat belge mais plutôt des petits entrepreneurs. Je ne sais pas exactement quels sont les rapports institutionnalisés entre la Lega et le petit patronat dans le nord (ndlr: cela peut être intéressant à creuser dans le cadre de ce travail). Il faut vérifier s'il existe une VOKA italienne. Je n'ai pas vu beaucoup de littérature à cet égard. La Lega Nord était associée à des associations de commerçants et d'artisans...

MC: Entendu, merci. La troisième hypothèse, on en a déjà parlé un peu tout à l'heure, je l'ai rédigée de la manière suivante: la partitocratie favorise le développement de partis antisystèmes et donc de partis régionalistes. Cette hypothèse vous semble-t-elle pertinente ? Serait-elle à priori affirmative ?

LDW: Encore une fois, ce sont de bonnes questions. La partitocratie va favoriser le développement des partis anti-partis, qui contestent la partitocratie. Mais ils peuvent être de différents genres, par exemple écologistes : Ecolo (29'56), Groen/AGALEV, sont des partis qui défendent le renouveau politique, contre les excès de la partitocratie. Le régionalisme ou l'extrême-droite peuvent aussi se positionner comme anti-partis, au fond peu importe la nature de ces partis je dirais. La partitocratie développe des partis qui mettent en cause le système existant et l'establishment. Mais sur base de critiques anti-centralistes pour les régionalistes, sur base de thématiques écologistes pour les

écologes, sur des valeurs post-matérialistes etc. Il y a beaucoup de bonnes raisons de contester un régime trop partocratique.

MC : La partocratie favoriserait donc l'ascension des partis régionalistes conservateurs, mais de manière indirecte ?

LDW : En y réfléchissant, si c'est vrai, dans les autres pays européens où il y a des partis de ce type, on devrait retrouver un système partocratique à chaque fois. Il faut se demander si c'est le cas de la Grande-Bretagne avec les Welsh et les Écossais. La GB peut être vue comme une partocratie car elle fonctionne avec un duopole de deux partis politiques, mais ce n'est pas une partocratie similaire à la Belgique et l'Italie, où les partis envahissent tout l'état et même la société civile, ce qui n'est pas le cas en GB.

MC : Dans mon travail, je définis la partocratie en lien avec le système des piliers consociatifs où un parti ne dirige pas uniquement un électorat mais aussi une partie de la société.

LDW : Pour l'Italie, il est clair que la Lega, et partiellement Berlusconi aussi, a remplacé la démocratie chrétienne dans les « zones blanches » qui définissent les régions d'influence catholique, une fois que la DC n'était plus crédible et nécessaire parce que la guerre froide était terminée. La DC était également tellement corrompue que l'opération Mains Propres les a éliminés. C'est dans ces régions blanches que la Lega fonctionne bien, et aussi Berlusconi. La Lega et Berlusconi sont d'ailleurs des concurrents, au nord en tout cas. Donc pour l'Italie le pilier catholique, blanc, s'est désintégré. En Belgique il y a aussi « l'Ontzuiling » où l'ancien système de piliers devient de moins en moins important, et la VolksUnie est présentée comme un parti « ontzuild » ou « niet verzuild » qui luttait contre la polarisation. [NDLR : *Ontzuiling is het wegvallen van naast elkaar bestaande structuren in een samenleving die duidelijk getekend zijn door verschillende levensbeschouwelijke groepen binnen die samenleving. Het is het tegenovergestelde van verzuiling. Kenmerken van ontzuiling zijn onder meer dat individuen niet langer keuzes maken omdat ze bij een ideologische groep horen, maar op basis*

*van eigen afwegingen deelnemen aan organisaties van buiten de eigen 'zuil' en zich niet meer (per se) houden aan de voorschriften van die zuil. In de jaren zestig van de twintigste eeuw zette in Nederland en België een grote mate van ontzuiling in. De ontzuiling was onlosmakelijk verbonden met de democratisering en emancipatie die in die periode hun intrede deden. De invloed van de televisie en andere massamedia was hierbij belangrijk, want die maakte het mogelijk kennis te nemen van gedachten en ideeën die bij anderen leefden.]. On pourrait dire que plus la société devient *ontzuild*, plus il y a de la place pour les partis non-liés aux « zuil » et donc pour la Belgique, la place pour les partis ni socialistes, ni libéraux ni catholiques s'accroît certainement. La même chose pour l'Italie : la dépillarisation ne s'est pas uniquement effectuée pour la société catholique mais aussi pour le pilier communiste qui n'avait plus beaucoup de raisons d'existence depuis que l'union soviétique avait disparu. Il y a eu une désintégration importante du pilier rouge.*

MC : Qui lui [ndlr : le pilier rouge] n'a jamais été réellement présent en Flandre, il n'y a en tout cas jamais joué de rôle structurant...

LDW : Socialiste oui, mais pas communiste. L'Italie avait deux piliers : communistes et catholiques. La Belgique avait deux principaux piliers catholiques et socialistes, et un troisième pilier libéral, plus petit. Pour la Wallonie, c'était le pilier socialiste qui était le plus important. Le pilier libéral y était également faible. Mais il y a beaucoup de littérature à ce sujet. Donc dépillarisation ouvre la place sur le marché électoral pour d'autres partis, y compris les régionalistes, tout comme les écologistes ou l'extrême droite.

MC : On peut supposer qu'une fois cette porte ouverte, ce sont surtout les partis les plus structurés, dotés d'une bonne machine organisationnelle, qui sont entrés à l'avant de la scène ?

LDW : En parlant de déstructuration, il y a quand même une particularité avec la VU. Le nationalisme flamand a une très longue histoire, au 19^{ème} comme au 20^{ème} siècle, entre les deux guerres et avec la collaboration. Il y avait un mouvement nationaliste

indépendantiste fort important qui a été supprimé après la seconde guerre mondiale jusqu'à ce que la VU commence tout doucement à retrouver un peu de soutien électoral. Le cadre idéologique anti-belgicain, anti-élite était très présent, les « belgicains » représentant l'élite [ndlr : pour les nationalistes flamands]. Était-ce le cas pour la Lega ? Là je ne suis pas sûr, en termes de populisme au nord, après la chute du fascisme il y avait un parti qui s'appelait [hésitation de l'interviewé] qui a eu un peu de succès, se présentant comme un parti des petites gens. On faisait souvent, je me souviens, le lien entre le développement de la Ligue du Nord et les traces de ces petits partis populistes.

MC : Mais effectivement, on a une différence historique entre la Belgique et l'Italie, dans le sens où on a l'impression que le régionalisme au nord de l'Italie ne possède pas autant de bases concrètes sur lesquelles s'appuyer qu'en Belgique où on a des réalités linguistiques, des réalités économiques différentes...

LDW : En Italie, il n'y a clairement pas de réalité historique. Ils ont inventé l'histoire de la Padania ! C'est un très beau cas de ce que l'on peut appeler les communautés imaginées. [ndlr : Imagined communities, ANDERSON, Revised edition 2006]. C'est plus difficile à dire que la Flandre soit une communauté complètement imaginée. Bien qu'elle soit créée et recrée tous les jours, mais on ne peut pas dire qu'il n'y avait pas une base linguistique et socio-économique pour la Flandre, qui était plus pauvre vis-à-vis de la Wallonie et de Bruxelles. En Italie il n'y avait pas ces facteurs objectifs pour lancer le régionalisme. Et le nord de l'Italie n'avait que sa richesse... c'est sa seule identité presque.

MC : On voit que la Lega se réfère souvent, notamment dans son logo, au guerrier Alberto da Giussano qui est un rappel historique ancien à la bataille de Legano. Cela fait penser aux références courantes du régionalisme flamand à la bataille des éperons d'Or...

LDW : Dans la bataille des éperons d'or, il y avait des deux côtés des flamands et des francophones, c'est purement une création fictive par la Flandre. On a créé l'idée que les Flamands s'étaient déjà à ce moment-là distingués des wallons, ce qui est purement une création. Mais la LN fait la même chose !

MC : Chez la LN cette imagination a dû être encore plus forte pour arriver à créer un sentiment régionaliste...

LDW : Ils ont fait partie de plusieurs empires : l'empire autrichien, l'empire austro-hongrois. L'Italie n'existait pas plus que la Belgique à une certaine époque. Ces pays sont en quelques sortes artificiels, artificiels dans le sens « récents ». Mais je n'ai pas l'impression que cette bataille-là a la même force imaginaire que la bataille des éperons en Flandre, qui sur base du livre de Conscience, a réellement créé de Leuw van Vlaanderen [ndlr : Le Lion des Flandres (en néerlandais : De Leeuw van Vlaenderen) est un roman historique paru en 1838 de l'écrivain belge d'expression néerlandaise Hendrik Conscience (1812-1883). Il retrace la bataille des Éperons d'or (ou bataille de Courtrai).] et l'idée qu'il y avait une nation flamande. Lors de l'unification de l'Italie au 19^{ème} siècle, cette symbolique n'a pas été reprise. Tandis qu'en Belgique, même les francophones se revendiquent de cette bataille en disant que c'étaient les belges qui avaient battus les Français, et non pas les flamands qui auraient battu les wallons. L'historisme créatif est très présent dans le régionalisme.

MC : Ma dernière hypothèse se fait à un niveau d'analyse plus global, je me pose la question des effets de la globalisation sur les structurations politiques en Europe, dans le sens où les effets de la globalisation, qui peuvent être perçus négativement par certains citoyens européens, ont un impact positif sur les partis qui prônent un certain repli identitaire. (43 :20)

LDW : Oui, tout à fait, mais avec des différences et similarités entre pays. La Flandre n'est que récemment devenue une région d'immigration. Avant c'étaient les flamands qui venaient travailler en Wallonie ou aux Etats-Unis car la Flandre était une région

pauvre. A un moment donné quand la Flandre ne trouvait plus de travailleurs pour les charbonnages du Limbourg, elle a commencé à devenir une zone d'immigration, après la seconde guerre mondiale. Pour le nord de l'Italie, l'immigration était déjà importante plus tôt historiquement, c'était l'immigration du sud de l'Italie, pas de l'étranger mais qu'importe. Quand on est raciste on peut être raciste contre quelqu'un de la même nationalité. La LN a été clairement assise sur ce côté raciste vis-à-vis du sud de l'Italie, moins que les flamands vis-à-vis des wallons. Les flamands étaient plutôt opposés aux élites bruxelloises. Mais par exemple le Vlaams Belang a tout de même fait son capital sur le rejet des gens hors de l'Union Européenne, ce qu'il n'y a pas eu en wallonie. La LN a bien sûr aussi profité ou transformé les faits de l'immigration des communautés non-européennes en Italie pour continuer son discours raciste. Mais le discours était au départ contre les « gens du sud de l'Italie ». Les flamands eux étaient des immigrés en Wallonie. Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale qu'ils sont devenus plus riches et ont commencé à attirer des masses. LA LN a toujours eu cette richesse. Avec la globalisation et certainement avec l'immigration, la crise syrienne, les millions de syriens qui sont en marche effraient tous les partis. Il y a un discours présent déjà dans certains partis que ces immigrés menacent l'âme du peuple, qu'ils profitent de la sécurité sociale, qu'ils piquent nos jobs etc. D'autres partis n'ont pas ou pas encore ce discours. Mais j'ai l'impression que ce discours devient généralisé.

MC : La globalisation a donc un effet sur tous les partis ?

LDW : Oui, mais il y a certains partis qui sont mieux équipés idéologiquement pour profiter ou instrumentaliser celle-ci.

MC : Et c'est le cas de la N-VA et de la LN selon vous ?

LDW : oui. La N-VA, c'est bizarre dans le sens où ce n'est pas eux qui ont préparé le terrain du racisme flamand car c'est le VB, mais ils sont devenus les héritiers de ces sentiments et ont su les accaparer. Ils ont adopté facilement ce discours, même si ce

n'était pas leur discours original. Et la VU pendant les années 70-80 n'était pas xénophobe. C'est surtout avec le VB qu'on a tourné dans la xénophobie. Mais maintenant, la N-VA voit et récupère les électeurs qui ont les points de vue du VB et a peur de les perdre donc continue à capitaliser sur ces thématiques.

MC : c'est très intéressant effectivement comme analyse, que le VB a eu un rôle dans l'avènement de la N-VA ! Et donc pour vous, l'attitude de personnages comme Théo Francken sont des attitudes opportunistes qui ont pour but de séduire l'électorat flamand extrême-droite et qui peut se permettre cela car la N-VA possède les instruments nécessaires pour le faire ? Quels sont selon vous les équipements que possède la N-VA que ne possèdent pas les autres partis ?

LDW : Le discours nationaliste reste toujours un discours clivant : nous et eux. Le degré de clivage peut varier dans la manière dont le « eux » est vu d'une manière radicale ou non. Le « eux », pour la N-VA, c'est le wallon, l'immigré... Pour le cas de la N-VA, on peut dire qu'ils ont eu une chance énorme : ils ont eu le choix des portefeuilles ministériels qu'ils voulaient. Théo Francken n'était qu'un simple secrétaire d'Etat. Il est devenu l'homme politique le plus populaire de Flandre à cause de la crise des réfugiés syriens. Jan Jambon, ministre de l'intérieur, a été catapulté grâce à la crise terroriste. Il est devenu l'homme qui défend le citoyen des attaques terroristes. La N-VA a ainsi acquis une portée télévisée centrale. Dans son secteur se passent des choses importantes. Le ministre des finances est un poste important pour séduire la droite libérale, qui vote également N-VA pour des raisons socio-économiques (cfr tax shift etc.). Voilà quelques postes avec lesquels ils ont une bonne visibilité, une crédibilité supérieure à la normale. Ils n'ont pas uniquement choisi ces postes car ils savaient que la crise des réfugiés allait venir ou qu'il y avait du terrorisme. Ça c'est un peu de la chance, ou de la malchance.

FIN DE L'INTERVIEW (durée totale 52 :25)

8.2. Annexe 2

Collecte originale de données qualitatives en vue de l'élaboration du travail de fin d'études du Master 60 en Sciences Politiques, Orientation générale.

Tableau I : Recensement des principaux partis régionalistes en Europe de l'Ouest en 2017

Pays	Région	Parti régionaliste	Dénomination régionale	Tendance idéologique
Belgique	Flandre	Nouvelle Alliance flamande	Nieuwe Vlaamse-Alliantie (N-VA)	libéral conservateur
	Flandre	Vlaams Belang	Vlaams Belang (VB)	droite radicale xénophobe
Italie	Padanie (1)	Ligue du Nord	Lega Nord per l'indipendenza della Padania (LN)	libéral conservateur
	Tyrol du sud	Parti populaire du Sud-Tyrol	Südtiroler Volkspartei (SVP)	social-démocrate
	Sardaigne	Parti sarde d'action	Partidu sardu (P'Sd'Az)	social-libéralisme
	Vallée d'Aoste	Union valdôtaine	Union valdôtaine (UV)	centriste
Royaume-Uni	Ecosse	parti national écossais	Pàrtaidh Nàiseanta na h-Alba (SNP)	gauche
	Irlande du Nord	Sinn Féin	Sinn Féin (SF)	gauche démocratique
	Pays de Galles	parti du pays de Galles	Plaid Cymru (PC)	social-démocrate
Espagne	Catalogne	Parti démocrate européen catalan (2)	Partit Demòcrata Europeu Català (PDeCAT)	libéral
	Pays Basque	parti nationaliste basque	Euzko Alderdi Jeltzalea (PNV)	démocrate chrétien
Allemagne	Bavière	parti bavarois	Bayernpartei (BP)	démocrate chrétien
	Bavière	L'Union chrétienne-sociale en Bavière	Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU)	libéral conservateur
France	Alsace	Le pays alsacien	Unser Land (UL)	centriste écologiste
	Alsace	Alsace d'abord	Alsace d'abord (ADA)	droite radicale xénophobe
Suisse	Tessin	Ligue des Tessinois	Lega dei Ticinesi (LEGA)	libéral conservateur, eurosceptique
(1) Cette région n'a jamais été clairement définie par la LN, qui cherche à conquérir extensivement un électorat au nord de l'Italie				
(2) Succède depuis le 09 juillet 2016 à Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) : parti centriste catalaniste créé par Jordi Pujol.				

8.3. Annexe 3

Collecte originale de données qualitatives en vue de l'élaboration du travail de fin d'études du Master 60 en Sciences Politiques, Orientation générale.

Quantification du succès électoral

- ▶ Emploi de l'*Index of electoral success* (GORDIN, 2001)

$$\text{IES} = \frac{\% \text{ votes pour le PRC}}{\% \text{ votes du } \textit{leading party}}$$

- ▶ Résultat compris entre 0 et 1 (1= le PRC est le *leading party*)
- ▶ Permet d'obtenir un résultat indépendant de l'importance de la région
- ▶ Effets de la fragmentation de partis annulés par la division des deux pourcentages
- ▶ Entre 1980 et 1996: IES de 0,36 pour la *Volksumie* (BE) et de 0,41 pour la Lega Nord (IT)
(à titre de comparaison: *Rassemblement Wallon*: IES de 0.08)

8.4. Annexe 4

Collecte de données **quantitatives** en vue de l'élaboration du travail de fin d'études du

Master 60 en Sciences Politiques, Orientation générale

Tableau II: Indice de succès électoral (Index of Electoral Success) des PRC en 2017						
Pays	Partis régionalistes conservateurs	Scrutin étudié	Score électoral (1)	Score du parti leader	IES	
Belgique	Nieuwe Vlaamse-Alliantie (N-VA)	Elections régionales de 2014	Flandre: 31,88%	Flandre: 31,88% (N-VA)	Flandre: 1	
Italie (2) (5)	Lega Nord per l'indipendenza della Padania (LN)	Élections régionales de 2015	Vénétie: 17,83%	Vénétie: 23,09% (ZALIA)	Vénétie: 0,77	
		Élections régionales de 2015	Ligurie: 20,25%	Ligurie: 25,64% (PD)	Ligurie: 0,79	
		Élections régionales de 2015	Toscane: 16,02%	Toscane: 45,93% (PD)	Toscane: 0,35	
		Elections régionales de 2014	Emilie-Romagne: 19,42%	E-R: 44,53% (PD)	E-R: 0,44	
		Elections régionales de 2014	Piémont: 7,28%	Piémont: 36,17% (PD)	Piémont: 0,20	
		Elections régionales de 2013	Lombardie: 12,96%	Lombardie: 25,33% (PD)	Lombardie: 0,51	
		Elections régionales de 2013	Frioul-Vénétie Julienne 8,3%	F.V.J: 26,8%	F.V.J: 0,31	
		Elections provinciales de 2013	Sud-Tyrol: 6,2%	Sud-Tyrol: 22,1% (PD)	Sud-Tyrol: 0,28	
Allemagne	Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU)	Elections régionales de 2013	Bavière: 47,7%	Bavière: 47,7% (CSU)	Bavière: 1	
Suisse (3)	Lega dei Ticinesi (LEGA)	Elections cantonales de 2015	Tessin, 24,24%	Tessin: 26,73% (PLRT) (4)	Tessin: 0,9	
(1) score électoral, en % obtenus au dernier scrutin permettant de comparer un score sur une région-cible.						
(2) Source: http://elezionistorico.interno.it/index.php?tpel=R , Ministero dell'interno. ARCHIVIO STORICO DELLE ELEZIONI - REGIONALI. Consulté le 01/06/2017.						
(3) Source: http://www3.ti.ch/elezioni/Cantonal2015/ViewRisPartito.php?File=000_00_1&EITipo=CC , Reppublica e Cantone Ticino, Risultati elezioni cantonali 2015. Consulté le 01/06/2017.						
(4) Partito Liberale Radicale Ticinese						
(5) Moyenne IES: 0,45						

Résumé

Les partis régionalistes ont vu leur succès électoral s'accroître progressivement dans plusieurs pays d'Europe occidentale depuis les années 70. Un fait particulièrement intéressant est la combinaison de revendications régionalistes avec une tendance idéologique qualifiable de « nouvelle droite », incarnée par une approche économique néo-libérale mais un certain conservatisme au niveau des valeurs. Nous tenterons dans la présente recherche de comprendre quels facteurs participent au succès des partis régionalistes conservateurs ouest-européens des années 80 à nos jours.

Mots-clés

Régionalisme, fédéralisme, autonomie, Ligue du Nord, Nieuw-Vlaamse Alliantie.